Utile(s).

N° 05

LE MAGAZINE DES SOCIÉTAIRES
DE LA CAISSE D'EPARGNE
HAUTS DE FRANCE

LA PÉPITE

Lattice Medical **révolutionne la chirurgie reconstructrice**

GRAND TÉMOIN

LUC DELABIE **co-gérant du Groupe DELABIE**

DOSSIER

Les Hauts-de-France, l'autre terrain de Jeux

CAISSE D'EPARGNE HAUTS DE FRANCE

Entreprise B Certifiée

LE SAVIEZ-VOUS ?

Antoine Pérel et Olivier Lyoen, un duo d'athlètes spécialisé dans le paratriathlon

Antoine est malvoyant, Olivier l'accompagne. En 2023, Antoine a obtenu la médaille d'or aux Championnats d'Europe à Madrid et a terminé troisième à l'occasion des Championnats du monde de paratriathlon à Pontevedra, catégorie PTVI (Para Triathlon Visual Impairment - déficit visuel). Ils peuvent compter sur le soutien de la Caisse d'Epargne Hauts de France dans le cadre du Pacte de performance.

100 % utiles à notre territoire

2024 est une année particulière, qui restera gravée dans les mémoires. Les Jeux Olympiques et Paralympiques s'ouvriront dans quelques semaines et mettront en valeur les athlètes, certes, mais aussi les territoires de France qui accueilleront les différentes épreuves. Leur diversité et les structures dont ils disposent permettront à tout un chacun, au plus près de chez lui, d'assister à des moments intenses du sport au plus haut niveau. La région Hauts-de-France y prendra toute sa part en accueillant les épreuves de handball et de basket-ball, sports collectifs populaires et dont la Caisse d'Epargne est, à la fois en région et au national, partenaire de longue date.

Ce nouveau magazine "Utile(s)" consacre son dossier à ces olympiades en mettant en lumière les impacts positifs qu'elles auront pour notre région. Il met également à l'honneur d'autres talents et les entreprises fleurons qui font la fierté de notre territoire et dont la réussite est source d'inspiration.

Il retrace également les actualités qui font la richesse de la Caisse d'Epargne Hauts de France, qu'il s'agisse de business, de partenariats, des actions de notre Fondation d'entreprise, de notre engagement en faveur du sport santé ou encore de nos collaborateurs.

Toutes ces actions traduisent concrètement notre volonté d'être 100 % utiles à notre territoire. Les enjeux environnementaux, économiques et sociaux représentent des défis pour lesquels nous nous engageons au quotidien afin d'accompagner la transition de notre environnement. Nous déployons chaque jour des actes concrets qui sont inscrits dans notre contrat d'utilité pour contribuer au développement de notre territoire et de ses habitants.

PHILIPPE LAMBLIN
Président du conseil d'orientation et de surveillance

LAURENT ROUBIN
Président du directoire

Les pages de ce cinquième numéro de notre magazine "Utile(s)" racontent ces histoires que nous écrivons fièrement avec nos 3 000 collaborateurs, nos 400 000 sociétaires et, parmi eux, nos 320 administrateurs.

Nous vous en souhaitons une excellente lecture. ●

SOMMAIRE

NUMÉRO 05
LE MAGAZINE DES SOCIÉTAIRES
DE LA CAISSE D'EPARGNE
HAUTS DE FRANCE

CAISSE D'EPARGNE HAUTS DE FRANCE
612 rue de la Chaude Rivière, 59800 Lille
www.caisse-epargne.fr/hauts-de-france

PRINTEMPS-ÉTÉ 2024
Directeur de publication : Estelle Dhalluin

Responsable éditorial et rédacteur en chef : Éric Capart

Comité de rédaction
Yalcin Avcioglu, Frédérique Baledent, Florent Biomez, Thierry Bodson, Emmanuel Caby, Éric Capart, Frédéric Croccel, Laurence Jozefiak

Conception & réalisation : alcalie.fr

Rédaction : Éric Capart, Alcalie

Photographies : Caisse d'Epargne Hauts de France, Guillaume Crochez, Samuel Dhote, Bils-Deroo, Lattice Medical, Oflow, Université d'Artois, Tony Chandelier, MJ Conditionnement, iStock 2024

Dépôt légal : mai 2024

N° ISSN : en cours

Réalisé en Hauts-de-France :
Ce magazine est entièrement réalisé dans les Hauts-de-France. L'agence est située à Marcq-en-Barœul et l'imprimeur Nord Imprim est basé 4 impasse, route de Godewaersvelde 59114 Steenvoorde
Imprimé sur papier 100% PEFC par un imprimeur certifié Imprim'vert.

Pour recevoir la version numérique,
contactez-nous par mail à l'adresse suivante :
magazine-societaires@hdf.caisse-epargne.fr

Mentions légales
Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance – Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social : 612 rue de la Chaude Rivière, 59800 Lille - 383 000 692 - RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - N° TVA intracommunautaire FR34383000692 - Titulaire de la carte professionnelle "Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs" - n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille - garantie financière : CEGC, 59 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris
Tous droits réservés - Pour tous les liens figurant dans les articles du magazine, coût de connexion selon votre opérateur.

Page 6
GRAND TÉMOIN

Luc Delabie, co-gérant
du Groupe DELABIE

"Il faut préparer nos enfants à voir le monde comme il est."

Page 10
NOS ACTUALITÉS

Architecte : de Architecten Cie

P10 Horizon Benelux
P11 • Un marché des producteurs à ShAKe Lille
• Tap to Pay : un nouveau service pour les professionnels
P12 • Une nouvelle gouvernance pour la SLE Arras Lens Liévin
• Belle session de Cafés Sociétaires !
P13 • Rouler éco
• Mobilisés aux côtés des sinistrés
P14 Engagement pour l'inclusion
P15 Les étudiants dans les Hauts-de-France

Page 16
SUCCESS STORY

BILS-DEROO
Un développement chemin faisant

Page 22
DÉCRYPTAGE

Inflation et épargne : comment réagir face à la montée des prix ?

Page 24
AGIR

Appel à projets : insertion par le sport en Hauts-de-France

Page 26
LA PÉPITE

Lattice Medical révolutionne la chirurgie reconstructrice

Page 28
DOSSIER

Les Hauts-de-France, l'autre terrain de Jeux

Page 42
PLUS QU'UNE BANQUE

P41 **+ solidaire :**
- La Cravate Solidaire : favoriser l'insertion professionnelle
- Finance et sport : booster la gestion des jeunes espoirs
- Parcours Confiance : lutter contre l'exclusion bancaire
- La formation au service de l'insertion
- L'artisanat comme tremplin professionnel
- Apprendre la Bourse

P45 **+ green :**
- Une table ronde pour changer de cap écologique
- Projet de contribution carbone avec l'Office national de forêts (ONF)

P46 **+ sport :**
- C'est reparti pour les "Sports Agences" !
- Face à Jimmy Gressier
- Nos sportifs mécénés à l'honneur

Page 48
VOUS ÊTRE UTILE

LUC DELABIE, co-gérant du Groupe DELABIE

“Il faut préparer nos enfants à voir le monde comme il est.”

Depuis plus de 35 ans, Luc Delabie codirige le Groupe DELABIE, leader européen en robinetterie et équipements sanitaires pour les lieux publics. Rencontre avec un dirigeant inspirant.

Petit-fils du créateur d’un fleuron industriel des Hauts-de-France, pourquoi avez-vous rejoint l’entreprise familiale ?
Curieusement, je ne voulais pas entrer chez DELABIE. Mais, je sentais que mon père ne me laissait pas le choix. Rejoindre une entreprise familiale n’est jamais simple, c’est une prise de risques énorme : la faiblesse ou l’erreur stratégique n’est pas possible. Mais le plaisir est à la hauteur des difficultés. Quand on est fait pour cela, le champ des possibles est infini.

Chaque génération de Delabie a apporté quelque chose de significatif à l’entreprise. Moi, je me suis tout de suite senti responsable du futur vis-à-vis de mes frères, mon père et mon grand-père. Ma récompense absolue ? La croissance, le résultat et l’évolution professionnelle et sociale des collaborateurs.

C’est votre conviction personnelle ?
Le travail est le plus puissant des ascenseurs sociaux. Une entreprise est une chaîne avec plein de maillons dont l’humain est le plus important. Le vrai rôle social d’un dirigeant n’est pas d’employer, mais de faire évoluer. Il y aura toujours des bons et des mauvais patrons, mais la considération des ouvriers ne se résout pas avec des lois, c’est une question d’humanité. Chez DELABIE, on y reste toute une vie. Quand je vois l’évolution des collaborateurs depuis des décennies, je me dis que ma famille et moi pouvons être fiers, la croissance de l’entreprise leur a permis d’évoluer sans cesse, de progresser et bien sûr de mieux gagner leur vie. Celui qui prône la décroissance des économies ne doit pas avoir besoin de gagner plus.

Le Groupe DELABIE va bientôt fêter ses 100 ans. Comment expliquer cette longévité dans un monde qui ne cesse de bouger ?
Il faut une bonne stratégie marketing et industrielle… et sans cesse innover. Notre filière nécessite la maîtrise de 22 métiers différents : l’expertise et la fidélisation de chaque collaborateur sont cruciales ! C’est ainsi que nous développons et cultivons les valeurs communes, l’envie de réussite collective, le dépassement de soi… pour les années à venir. Et puis, avoir cent ans est un atout, l’histoire nous montre la route à suivre. Ce siècle passé a été semé d’embûches : la crise de 1929, le Front populaire en 1936, la guerre de 1939-1945, la crise de 1974… Le second siècle sera plus facile que le premier. Les crises sont délétères pour les entreprises fragiles, mais profitables aux entreprises qui ont les moyens d’investir en prévision de la reprise. Notre groupe familial a cette chance.

Le Groupe DELABIE fait aussi partie des grandes entreprises familiales de la Région. Comment trouve-t-on sa place comme actionnaire familial ?
J’ai été formidablement accueilli par mes frères qui étaient dans le Groupe depuis 20 ans. Ils m’ont tout de suite fait confiance et laissé prendre seul mes décisions. C’est la chose la plus difficile à faire dans une entreprise. La prise de décisions, ça ne s’apprend dans aucune école de commerce ou d’ingénieur. C’est un processus lent semé d’embûches et d’erreurs, mais indispensable dans les choix stratégiques, le développement, la bonne organisation et la recherche de productivité d’une entreprise. Il faut du recul, du raisonnement et de la récurrence. Dans le Groupe DELABIE, j’ai toujours fait un ou deux métiers en même temps jusqu’à pouvoir déléguer et donner la capacité à mes collaborateurs expérimentés de prendre des décisions seuls. Je fais partie des chefs héritiers qui transmettent le flambeau. La valeur morale, voilà ce qui guide les bonnes décisions.

CHIFFRES CLÉS

1er

européen sur le marché de la robinetterie et des équipements sanitaires pour les établissements recevant du public (ERP) avec une exportation dans plus de **90** pays

450

collaborateurs

16

filiales dans le monde (France, Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni, Espagne, Portugal, Pologne, États-Unis, Hong Kong et Dubaï)

LES CLÉS DU SUCCÈS ?

L'expertise et le travail, ce qui impose de ne pas changer de voie en cours de carrière !

Un groupe à l'esprit de famille - Luc Delabie (au milieu) entouré de son neveu Patrick Delabie (à gauche), de sa fille, Alice Delabie, et de son gendre, Vincent Bogard.

Quelles sont les clés du succès pour associer famille et business ?

Les entreprises familiales ont un avantage considérable : elles prennent leur temps ! Elles ont des stratégies à long terme et s'en donnent les moyens. Nous ne courons pas après l'argent, mais après la réussite collective. C'est un peu comme être en finale de Roland-Garros, c'est grisant ! Bien sûr, travailler en famille n'est pas toujours facile, il y a forcément des tiraillements. Il faut savoir garder la tête froide entre actionnaires familiaux et refuser les candidatures familiales si le profil ne correspond pas. C'est le talon d'Achille de nos entreprises ! Chez DELABIE, nous avons une règle : seuls les actifs sont actionnaires de l'entreprise. Nous recrutons un enfant comme nous recrutons un professionnel, mais tout le monde n'est pas fait pour entreprendre et diriger. Ma mission est de transmettre le flambeau en entretenant la flamme. Je ne me sens pas propriétaire de l'entreprise familiale, tout comme je ne me sens pas propriétaire de ma maison qui survivra des siècles après moi. C'est malheureusement trop souvent l'état d'esprit des chefs d'entreprises transgénérationnelles.

LE GROUPE DELABIE, UN GROUPE 100 % FAMILIAL

L'histoire industrielle du Groupe DELABIE commence en 1928, quand Georges Delabie rachète une fonderie de robinetterie à Friville-Escarbotin dans la Somme. En 1947, Jean Delabie rejoint son père. Ils créent les modèles de robinetterie qui feront le succès de la marque. En 1964, 1969 et 1987, les trois fils de Jean, Jean-Claude, Gérard et Luc, se lancent respectivement dans l'aventure. Ils sont rejoints en 1995 par la quatrième génération : Patrick Delabie, fils de Jean-Claude. Ils donneront au groupe sa dimension internationale par le biais d'ouvertures de filiales et d'acquisitions de sociétés et abandonneront le marché de la robinetterie domestique pour se spécialiser dans la fabrication de robinetteries et d'équipements sanitaires pour les établissements recevant du public. Aujourd'hui référence de qualité sur le marché international, le groupe familial est co-dirigé par Luc et Patrick Delabie, rejoints depuis peu par Alice Delabie et son époux, Vincent Bogard.

“Dans la famille, ce n’est pas du sang qui coule dans nos veines, mais du laiton. Mais qui suis-je dans cette longue histoire familiale sinon un passeur ?”

Votre fille et votre gendre viennent d’ailleurs d’intégrer le groupe familial.

C’est un nouveau challenge pour eux, mais ils ont tout le potentiel de réussir. Dans une entreprise familiale, la succession est toujours une étape compliquée. Que l’on soit riche ou pas, l’important est de bien préparer nos enfants à voir le monde comme il est, à prendre des décisions, à comprendre les crises et l’économie. Sinon, ils passeront leur temps à critiquer le monde.

Aujourd’hui, quel est votre regard sur l’avenir industriel dans la Région ?

Je suis pour l’industrie française, mais je reste pessimiste sur l’avenir industriel de notre Région. Trente ans de matraquage fiscal ont eu raison d’un trop grand nombre. La fiscalité encourage à vendre son entreprise à un étranger plutôt que de la transmettre à ses enfants. Le pacte Dutreil plus favorable est arrivé trop tard. On ne dit pas assez que le patrimoine des dirigeants n’est pas dans leur poche, mais dans leur entreprise. On s’en sert pour prendre des risques, investir, créer des emplois, relever des défis, aller à la conquête… La stabilité fiscale, qui reste une des conditions pour investir ou réinvestir en France, est improbable. Plus nous sommes taxés, plus nous sommes vulnérables aux rachats des étrangers. Cependant, c’est aussi à cause de cette fiscalité qu’il a fallu trouver des niches de marché. En tant que dirigeants, nous servons l’économie, mais les conditions économiques doivent être là.

BIO EXPRESS

Marié, trois enfants

1983
- Diplômé de l’ESG de Paris

1985
- Chef des ventes chez Xerox à Paris

1987
- Intègre le Groupe DELABIE comme commercial puis chef des ventes et co-actionnaire aux côtés de ses frères, Jean-Claude et Gérard

1990
- Directeur des ventes du groupe

1992
- Directeur commercial et marketing du groupe

2022
- Co-gérant et co-actionnaire avec son neveu Patrick Delabie, directeur technique

2024
- Arrivée de sa fille Alice et de son gendre Vincent dans l’entreprise familiale

Et sur l’arrivée d’une nouvelle ère industrielle avec l’IA ?

Le monde doit évoluer. Si nous refusons le progrès, nous allons droit dans le mur. Beaucoup sous-estiment la richesse de l’industrie et de la recherche. La réalité est que nous allons nous adapter. Comme disait Churchill : *« tout le monde savait que c’était impossible à faire ; puis un jour est venu un homme qui ne le savait pas et il l’a fait. »* Moi, je veux défendre l’avenir parce que je fais partie de ceux qui veulent le construire. ●

Horizon Benelux

La Caisse d'Epargne Hauts de France, déjà bien ancrée en Belgique, franchit une nouvelle étape majeure en étendant son réseau d'expertise au Luxembourg et aux Pays-Bas. Avec des opérations d'envergure, la banque renforce sa présence et son engagement auprès des grandes entreprises du Benelux.

Plus de visibilité à Bruxelles

La Caisse d'Epargne Hauts de France a décidé de poursuivre son développement dans les pays du Benelux. Dix ans après la création de Caisse d'Epargne Belgium, ses équipes basées dans la capitale belge ont rejoint au mois de mai leur nouveau siège basé 143 avenue Louise à Bruxelles. Des locaux mieux ajustés à sa croissance et à ses ambitions.

À la conquête des Pays-Bas

Au-delà de la Belgique, des premières opérations d'envergure ont été déployées à l'automne 2023 au Luxembourg, dans le secteur de la promotion immobilière. Une troisième étape est franchie avec l'extension de l'activité aux Pays-Bas. Située au cœur du quartier d'affaires d'Amsterdam, Caisse d'Epargne Nederland démarre son activité commerciale en ce deuxième semestre 2024. À l'instar de Caisse d'Epargne Belgium, elle se concentre sur l'accompagnement des grandes entreprises néerlandaises et les opérations transfrontalières des grands opérateurs du Benelux. Elle est dirigée par Derk Graver, Head of Caisse d'Epargne Nederland. ●

Caisse d'Epargne Nederland est placée au cœur du quartier d'affaires d'Amsterdam.

Alcyme Delannoy,
Head of Caisse d'Epargne Benelux

"Capitalisant sur notre solide implantation et nos succès en Belgique, nous poursuivons notre développement au Luxembourg et aux Pays-Bas. Nous avons franchi une étape stratégique majeure au Benelux ; un projet clé pour la Caisse d'Epargne Hauts de France."

1 md€

Caisse d'Epargne Belgium totalise aujourd'hui 1 milliard d'euros d'encours de crédit, au service des grandes entreprises belges et des acteurs de la promotion immobilière.

La Caisse d'Epargne Hauts de France accélère son développement sur les trois pays du Benelux.

Un marché des producteurs à ShAKe Lille

Le 22 février, la Caisse d'Epargne Hauts de France a tenu son premier marché des producteurs sur la place du village de ShAKe Lille, célébrant les quatre ans de son centre d'affaires agricole. Cet événement a valorisé le patrimoine régional et le travail des producteurs clients de la banque.

Les participants ont pu acheter des produits locaux de qualité à des prix justes, notamment charcuterie, légumes, viandes, chips, miel, yaourts, crèmes glacées, vin d'Anjou et bières artisanales. Cette initiative soutient les producteurs locaux et promeut une consommation raisonnée et durable. ●

Merci à nos clients producteurs présents : Fromagerie d'Eecke, Frères Berville, L'abeille à Miel, Saveurs entre monts, Domaine des Coteaux Blancs, La Mousserie, La Belle Blonde, Ferme de l'Ermitage, GAEC des Trois Clochers, Ferme Lamblin, Ferme Wattelle, Ferme du Bruveau, Jimmy Govaere, La Ferme du Pilly, La Belle Vue.

Facturation électronique : une solution complète

La Caisse d'Epargne Hauts de France s'associe à *Seqino* pour lancer une solution de facturation électronique sécurisée, en réponse aux exigences de modernisation et en prévision de la législation de 2026 qui imposera l'échange de factures de manière électronique à toutes les entreprises françaises soumises à la TVA. Cette plateforme innovante permet aux clients professionnels de la banque de créer, envoyer et suivre leurs factures en temps réel. Les utilisateurs peuvent également importer ou scanner leurs factures et les régler directement via leur application bancaire, offrant ainsi une sécurité maximale. L'interface de *Seqino* offre une vue claire de la situation financière, facilitant la gestion quotidienne et la pré-comptabilité tout en améliorant la collaboration avec les experts-comptables par une transmission automatique des données. La Caisse d'Epargne Hauts de France propose diverses formules adaptées à chaque entreprise. Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de votre conseiller. ●

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France agissant en qualité d'indicateur d'affaires. Seqino est un logiciel édité par la SAS Axe Innovation, société française, dont le siège social est sis 2 route de la Noue, 91190 Gif-sur-Yvette, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Évry sous le numéro 897.734.687

Tap to Pay : un nouveau service pour les professionnels

La Caisse d'Epargne Hauts de France simplifie le quotidien des entrepreneurs avec le lancement du service de paiement mobile Tap to Pay. Disponible depuis fin novembre, ce service permet aux commerçants équipés d'un iPhone d'accepter des paiements directement sur leur téléphone portable, via une application, sans nécessiter de location de matériel supplémentaire. Les professionnels peuvent ainsi encaisser des paiements où qu'ils soient (boutique, marché, salon, à domicile), une connexion internet étant la seule exigence. Tap to Pay offre une solution flexible, facile à utiliser et sécurisée, au même titre que les terminaux de paiement traditionnels. ●

Une nouvelle gouvernance pour la SLE Arras Lens Liévin

Jérôme Darras, récemment élu Sénateur et, de ce fait, contraint à assumer de nouvelles obligations parlementaires à Paris, a démissionné de son poste de président de la Société locale d'épargne (SLE) Arras Lens Liévin. Lors du conseil d'administration du 19 mars dernier, les administrateurs de la SLE ont été appelés à élire son ou sa remplaçante. Rachel Monteiro, qui était vice-présidente et représentante de la SLE au conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Hauts de France, s'est portée candidate à la présidence, tandis que Christian Nowicki, administrateur, s'est proposé pour lui succéder au poste de vice-président. Félicitations à tous les deux pour leur élection à l'unanimité ! ●

De gauche à droite : Christian Nowicki, Thierry Glusack, Jérôme Darras, Rachel Monteiro et Pierre Lobry.

Belle session de Cafés Sociétaires !

Le samedi 23 mars se sont déroulés, sur l'ensemble du territoire, 23 cafés sociétaires pour 74 agences.

Le Café Sociétaires à Boulogne-sur-Mer.

Ils ont rassemblé sociétaires, administrateurs et collaborateurs pour un moment convivial et de partage autour de notre modèle coopératif et notre contrat d'utilité.
Le principe ? Une agence hôte, appuyée par des agences voisines, invite des clients (particuliers et professionnels) ainsi que les collaborateurs devenus sociétaires durant l'année écoulée à se rencontrer autour d'un café ou d'un petit-déjeuner. Ils peuvent alors dialoguer avec leurs représentants et les administrateurs des sociétés locales d'épargne dans un cadre informel et chaleureux. ●

Rouler éco

La Caisse d'Epargne Hauts de France a accompagné les Transports Bourdon, situés à Lens, pour le financement de tracteurs routiers fonctionnant au biocarburant B100, entièrement végétal.

Le choix du biocarburant B100 résonne avec la stratégie nationale de transition énergétique, offrant une alternative crédible au gazole traditionnel. En adoptant ce diesel alternatif, il est possible de réduire significativement l'empreinte carbone des véhicules existants, sans nécessiter de changements majeurs dans les infrastructures, et de diminuer les émissions de CO_2 jusqu'à 60 % (source : Union des groupements d'achats publics - UGAP). L'attractivité des biocarburants réside également dans leur capacité à déployer rapidement une flotte plus écologique à un coût réduit, comparativement à l'électrification des transports.

Cet exemple illustre la volonté de la banque d'accompagner toutes ses clientèles dans leurs projets de transition énergétique et environnementale. ●

Mobilisés aux côtés des sinistrés

Après la tempête Ciaran et les inondations dans les Hauts-de-France fin 2023, la Caisse d'Epargne Hauts de France a soutenu les sinistrés, dont 650 clients. Deux chargés d'indemnisation ont rencontré les clients à Saint-Omer, les experts sont intervenus rapidement, et les agences ont organisé des permanences. L'hébergement d'urgence a été étendu jusqu'à trois mois pour les logements inhabitables, et les délais de déclaration des sinistres ont été rallongés.
De nombreux partenaires ont été sollicités pour réaliser en urgence les premières réparations.
Un numéro d'urgence a été activé en complément de la possibilité de déclarer les sinistres en ligne via internet et sur mobile. La Caisse confirme son rôle de banque-assureur, s'engageant à soutenir ses clients dans les moments difficiles. ●

Engagement pour l'inclusion

Le 1er février 2024, la Caisse d'Epargne Hauts de France a franchi une étape importante en faveur de l'inclusion en signant la Charte d'engagement LGBT+ de l'association L'Autre Cercle.

De gauche à droite : Hugo Assailly, responsable de la délégation lilloise de l'association L'Autre Cercle, Laurent Roubin, président du directoire de la Caisse d'Epargne Hauts de France, Peggy Brione, membre du directoire de la Caisse d'Epargne Hauts de France, pôle Culture, Talents et Transformation.

La Caisse d'Epargne Hauts de France rejoint ainsi 254 organisations françaises et devient la première banque de la région, avec la Banque Populaire du Nord, à promouvoir l'égalité des droits. Cette démarche met en lumière les défis persistants dans le monde professionnel, où la visibilité reste un enjeu pour les personnes LGBT+.

LA CHARTE D'ENGAGEMENT LGBT+

Elle établit un engagement formel des organisations pour l'inclusion des personnes LGBT+ et la création d'un environnement de travail inclusif. Elle symbolise la volonté d'offrir un cadre professionnel favorisant le bien-être et la performance des collaborateurs LGBT+.

En tant que septième employeur privé régional avec 3 000 collaborateurs, la banque s'engage à valoriser chaque individu, en intégrant une politique d'inclusion LGBT+ active :

- des formations sur les thématiques LGBT+ ;
- des mesures de soutien pour les employés LGBT+ ;
- une politique de tolérance zéro contre la discrimination ;
- des référents dédiés au harcèlement et à la discrimination ;
- des événements promouvant la diversité et l'inclusion. ●

Signature d'un partenariat avec l'université d'Artois

Fin 2023, la Caisse d'Epargne Hauts de France a conclu un partenariat avec l'université d'Artois. Les 13 000 étudiants de l'université bénéficient désormais d'offres préférentielles, tant en matière de gestion de l'argent au quotidien que d'assurance ou de crédit. Au total, ce sont plus de 110 000 étudiants des Hauts-de-France qui peuvent avoir accès à ces offres pensées sur mesure pour les accompagner dans leurs études. La Caisse d'Epargne Hauts de France propose également aux écoles et universités partenaires des contenus de pédagogie bancaire, notamment avec l'expertise de Finances & Pédagogie. Par ces partenariats, la Caisse d'Epargne Hauts de France s'affirme aux côtés des jeunes de son territoire. ●

Indicateurs

Les étudiants dans les Hauts-de-France

PLUS DE

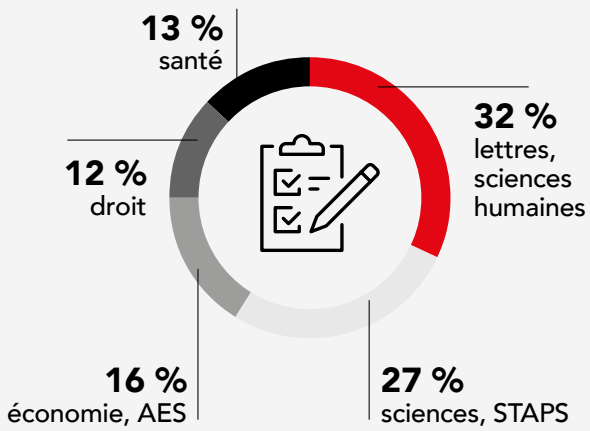
250 000

étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur

+ 1,9 %

d'étudiants par rapport à la rentrée 2022

Quelles filières préfèrent les étudiants ?



Chiffres 2022 sur un effectif de 131 013 universitaires, cursus licence, master et doctorat

Plus de 64 800 apprentis

4e région en nombre d'étudiants, 9 % des étudiants français

ACADÉMIE DE LILLE

80 % des étudiants

ACADÉMIE D'AMIENS

20 % des étudiants

Lille - Amiens

94,2 %

des étudiants recommandent Lille pour sa position géographique, son accueil et son offre de formation en classes préparatoires et grandes écoles.

87,2 %

des étudiants recommandent Amiens pour la densité de son offre de formation, ses aides attractives et la qualité de son air.

6 universités

8 Instituts universitaires de technologie (IUT)

Plus de 40 grandes écoles

Sources : Région académique Hauts-de-France (études : La Région académique en chiffres 2022/2023 et Effectifs dans l'enseignement supérieur 2022), Région Hauts-de-France, Letudiant.fr

BILS-DEROO

Un développement chemin faisant

Des entreprises centenaires telle Bils-Deroo qui emploie 1 800 collaborateurs et qui est restée 100 % familiale se comptent aujourd'hui sur les doigts de la main dans les Hauts-de-France… Situé à Sin-le-Noble, au cœur du bassin minier, le transporteur et logisticien explique sa longévité par son esprit d'entreprendre alliant pragmatisme et innovation.

C'est fou comme l'histoire des grandes entreprises peut parfois paraître romanesque ! Celle de Bils-Deroo à Sin-le-Noble, qui emploie aujourd'hui près de 1 800 personnes, n'a pas commencé dans un garage mais c'est tout comme ! Fils d'un fermier flamand belge, Gustave Beyls – devenu Bils après une erreur des douaniers ! – s'installe, en 1911, dans une petite maison à Sin-le-Noble, au milieu des carreaux de mines, pour devenir marchand de pommes de terre. Il fait venir les tubercules de Belgique et les écoule aux familles de mineurs. Maurice, 9 ans, travaille alors avec ses parents. Il a dix frères et sœurs, tous ont un secteur attitré et livrent avec charrettes et chevaux. En 1926, il rencontre Germaine Deroo, et se marie. Ensemble, ils fondent la maison Bils-Deroo. Ils choisissent le chevalet de mine comme logo… Le même qui figure encore sur les communications du groupe. Ils créent une épicerie (qui existe toujours elle aussi) au cœur de la fosse Notre-Dame à Waziers où ils vendent une partie des pommes de terre et livrent le reste en charrette aux familles de mineurs. *« Ils devaient gérer les stocks, faire de la manutention, livrer… Finalement, nous faisons du transport et de la logistique depuis plus d'un siècle »*, exprime Jimmy Bils, président du groupe, ému de raconter l'histoire de ses grands-parents.

De l'hippomobile à l'automobile

La maison Bils-Deroo prend un premier virage après la seconde Guerre mondiale quand le couple fait l'acquisition d'un camion – un GMC – laissé par l'armée américaine. En passant de l'hippomobile à l'automobile, ils étendent leurs livraisons au Douaisis, puis à Paris et à la Normandie. Dans les années 1960, Jacques, leur fils cadet, prend naturellement les rênes de l'entreprise. Il convainc ses parents d'acheter la dernière génération de camions, des Berliet, capables d'emporter neuf tonnes de marchandises. Le must à l'époque. Bils-Deroo s'équipe, recrute et approvisionne alors le tout-Paris via les Halles centrales. *« Mais à chaque fois, ils revenaient à vide, et pour les trois frères, c'était une hérésie »*, explique Jimmy Bils.

Les prémisses d'une diversification

Jacques Bils investit alors dans les premiers semi-remorques et achète une licence de transporteur pour recharger du fret et ainsi rentabiliser ses camions. C'est ainsi que Bils-Deroo devient transporteur : par le bon sens ! Dans les années 1970, l'entreprise fait construire une usine de conditionnement de pommes de terre, directement connectée à la gare désaffectée de Montigny-en-Ostrevent. Les anciens quais reliés au réseau de la SNCF permettent de charger et d'expédier les wagons à travers toute la France. Les mines cessant leur activité, les unes après les autres, le chef d'entreprise décide de concentrer l'activité "pommes de terre" à Montigny pour libérer les locaux de Waziers.

L'entreprise devient transporteur

Car Renault s'est installée à Douai et Jacques Bils a bien compris qu'il pourrait y avoir un intérêt à travailler ensemble. *« Nous avons commencé par le transport des pièces automobiles. »* Après Renault, d'autres font confiance à Bils-Deroo.

01

02

03

1 800

collaborateurs

CHIFFRES CLÉS

200

millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023

1

million de m² de bâtiments d'activités, industriels et logistiques en gestion immobilière

01 À l'origine : du négoce de pommes de terre

En 1922, la famille Bils vend des pommes de terre à la chine (à domicile) aux mineurs de Waziers et Sin-le-Noble. Les prémices d'une grande aventure.

02 Le rachat d'anciens sites miniers

La fosse Notre-Dame des Mines d'Aniche achetée en 1978 par l'entreprise. Le chevalet a été détruit mais le bâtiment en briques est devenu le premier entrepôt officiel de la maison Bils-Deroo.

03 Des chevaux aux camions

Avec l'achat de ce camion ayant appartenu à l'armée américaine en 1948, l'entreprise Bils-Deroo passe progressivement de l'hippomobile à l'automobile.

CHIFFRES CLÉS

270

poids lourds et **600** semi-remorques

+ de 30

plateformes logistiques en France

Capital

100 %

familial

Mais aussi **5** centres de contrôle techniques et **5** agences d'intérim…

« C'est la grande période de la consommation et de la grande distribution, nous avons eu une demande croissante en transport. » L'entreprise augmente alors sa flotte de véhicules, et pour les réparer facilement, elle crée deux garages spécialisés en poids lourds. *« Ainsi nous pouvions réparer nos propres véhicules mais aussi ceux des entreprises du secteur. »*

Pionniers de la logistique

En 1981, Jacques Bils rachète la friche de la fosse Notre-Dame à Waziers et sauvegarde un grand bâtiment, avec dans l'idée de stationner les camions de l'entreprise. Mais entre-temps, un fournisseur de l'usine Renault qui lui confie le transport de ses housses de sièges, l'informe qu'elle cherche un bâtiment de stockage. *« Mon père nous a toujours dit qu'on ne pouvait rien refuser aux clients ! Voilà comment nous nous sommes lancés dans un quatrième métier et comment nous avons été précurseurs dans la logistique. À l'époque, les entreprises stockaient leurs propres produits »*, explique Jimmy Bils, qui a rejoint la société familiale en 1986.

Créer de la valeur avec des friches

En 1988, l'entreprise rachète la friche de la centrale électrique de Sin-le-Noble aux Charbonnages de France pour y implanter une partie des bureaux, l'activité transport, l'exploitation et l'affrètement. Aux entrepôts de Waziers et Sin-le-Noble s'ajoutent ceux d'Aniche et Hénin-Beaumont. L'investissement représente la moitié du chiffre d'affaires annuel mais le jeu en vaut la chandelle. Huit jours plus tard, La Redoute, déjà client transport, cherche un bâtiment de stockage, le contrat est signé. Bils-Deroo a ainsi redonné vie à de multiples sites désertés par les Houillères. *« Nous avons pris le parti de nous positionner sur des friches pour ne pas prendre les bonnes terres, nos ancêtres étaient fermiers ! »* Bils-Deroo se positionne alors comme leader en matière de transport et s'impose peu à peu dans la logistique.

La grande expansion

En 1995, le groupe endosse sa casquette d'investisseur en construisant un bâtiment de 5 000 m² à Brebières pour répondre à la demande de l'entreprise Visteon de Gondecourt, un fournisseur de pièces automobiles pour Renault. *« Ce sont les besoins du terrain qui ont orienté à chaque fois notre stratégie »,* explique Jimmy Bils. La même année, Bils-Deroo devient le premier logisticien au monde à décrocher la confiance du groupe Michelin pour le stockage de leurs pneus. Mais au début des années 2000, le groupe rencontre une phase très difficile à la suite de mauvais rachats. *« Nous avons été trop gourmands. »* En 2002, Bils-Deroo dépose même le bilan. Dix ans plus tard, le groupe sort la tête de l'eau, plus fort de ses erreurs. Il a diversifié ses secteurs pour limiter les risques et innové dans le domaine du transport. Il possède également une foncière spécialisée dans le bâtiment logistique ou d'activité, et exploite actuellement un million de mètres carrés d'entrepôts ! Le groupe ambitionne d'embaucher encore 150 collaborateurs supplémentaires d'ici 2025.

04 05

06

07

04 Un centenaire sous le signe de la prospérité retrouvée

Après une décennie marquée par les crises, le retour progressif à la prospérité permet à l'entreprise de fêter son centenaire au… Centre historique minier de Lewarde, évidemment !

05 Le chevalet : emblème depuis plus de 100 ans

Le nouveau siège administratif de Bils-Deroo a été inauguré en décembre 2018. Jimmy Bils a souhaité construire un chevalet décoratif pour le symbole mais aussi pour réaliser le vœu de son père, Jacques, qui aurait aimé conserver l'un des deux chevalets de la fosse Notre-Dame.

06 Un million de mètres carrés de bâtiments logistiques

Bils-Deroo et sa filiale logistique Simastock disposent de plus de 1 million de m² de surface. Parmi les derniers projets immobiliers : le rachat à Decathlon du bâtiment de 57 000 m² en bordure d'autoroute A1 sur la plateforme multimodale Delta 3 à Dourges (qui accueille des clients retail) et la livraison pour le compte de Decathlon d'un entrepôt de 75 000 m² à Évin-Malmaison.

07 Une logistique clés en main

Dans son entrepôt de 46 000 m² à La Chapelle-d'Armentières, Bils-Deroo accueille le premier brasseur mondial InBev.

C'EST LUI QUI EN PARLE LE MIEUX

"Toujours préparer le coup d'après."

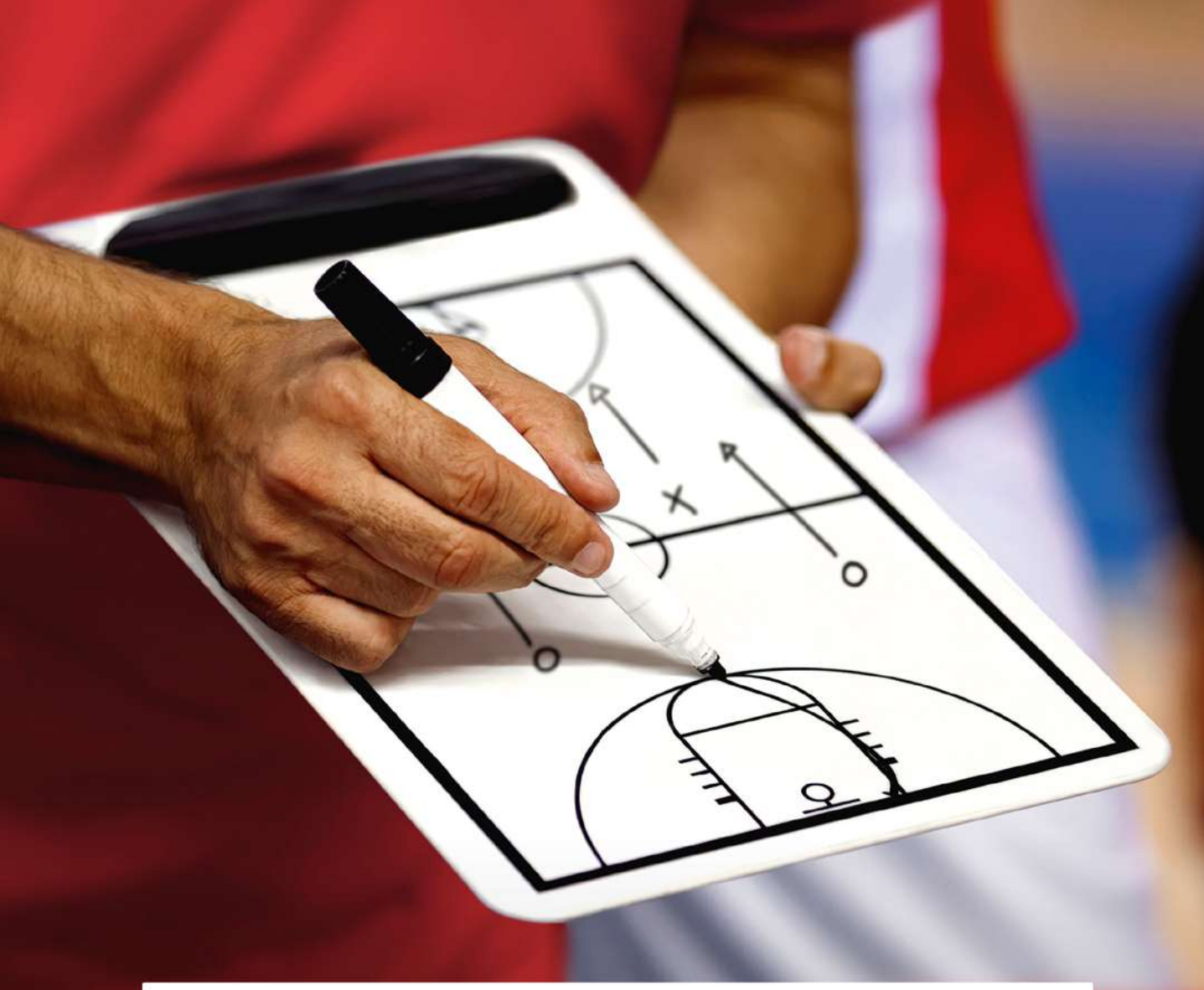
JIMMY BILS
Président du groupe Bils-Deroo

Il a rejoint l'entreprise familiale il y a presque quarante ans. Dans la continuité de ses aïeux, Jimmy Bils fait grossir le groupe en saisissant chaque opportunité qui se présente.

Votre groupe a 113 ans, quel bilan dressez-vous ?
Notre histoire est d'abord celle d'entrepreneurs pragmatiques. Nos évolutions sont toujours parties d'un besoin que nous avions ou celui d'un client. Après des périodes fastes et plus difficiles, l'entreprise est aujourd'hui solidement ancrée dans les Hauts-de-France. Après un développement ininterrompu depuis dix ans, nous souhaitons maintenant nous focaliser sur la transition énergétique et respecter nos engagements RSE, importants pour nous.

Quels sont les enjeux aujourd'hui ?
Pour rester compétitive, l'entreprise doit toujours préparer le coup d'après ! Nous modernisons actuellement nos équipements et innovons sans cesse pour proposer à nos clients des solutions globales pertinentes. Nous investissons dans la data pour optimiser les trajets et les outils de pilotage à la fois dans le transport et la logistique. Nous nous sommes lancés également dans une vraie démarche RSE en juin 2020 pour travailler autour de la qualité de vie au travail et notre impact sur l'environnement.

Quelles sont vos actions en faveur de l'environnement ?
Nous nous dirigeons vers des camions fonctionnant au gaz et au colza. Plus de 50 % de notre parc ont déjà transitionné vers ces énergies vertes. Nous privilégions aussi le rail-route en utilisant la plateforme Delta3 de Dourges. Nous ambitionnons également la construction d'une plateforme logistique ferroviaire de 120 000 m² sur le site de la gare de triage ferroviaire de la Renaissance à Somain. Nous avons opté pour de l'électricité verte pour tous nos entrepôts et multiplions également les initiatives internes. Nous avons par exemple favorisé l'utilisation d'une application de covoiturage pour nos salariés. ●



Pour l'épargne comme pour le sport, mieux vaut avoir un bon coach.

Assurance vie, Plan Epargne Retraite, Diversification financière, prenez rendez-vous avec votre conseiller.

Investir vous expose à un risque de perte en capital.

CAISSE D'EPARGNE

Vous être utile.

Banque & Assurances

Les Corbeilles d'Or : Chaque année, la rédaction de Mieux Vivre Votre Argent passe au crible la gamme de fonds proposés aux épargnants par les différents établissements financiers. Un prérequis est à notifier : seule l'offre largement accessible au grand public est évaluée. La méthodologie est à retrouver via le lien ci-après : www.mieuxvivre-votreargent.fr - Les références à un classement, un prix et/ou à une notation ne préjugent pas des résultats futurs de ces fonds.

Document à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 188 932 730 euros - Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS Paris N°493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr - Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Epargne - ALTMANN + PARTNERS - Crédit photo : Getty Images.

Inflation et épargne : comment réagir face à la montée des prix ?

Qu'il s'agisse de préserver le pouvoir d'achat et l'épargne des ménages ou de permettre aux entreprises de se financer, face à l'inflation les institutions bancaires sont confrontées à des enjeux de première importance. Quant aux épargnants, ils sont bien souvent amenés à réaliser des arbitrages, au gré de l'évolution des taux et des rendements.

QU'EST-CE QUE L'INFLATION ?

D'après les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), l'inflation est définie comme la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie, ce qui se manifeste par une augmentation générale et durable des prix. En d'autres termes, cela implique que la quantité de biens et de services qu'un acteur économique peut acheter avec une même somme d'argent diminue progressivement.

QUEL IMPACT SUR L'ÉPARGNE ?

L'inflation rogne sur le pouvoir d'achat et amenuise également l'épargne des ménages et des entreprises. Lorsque l'épargne n'est pas placée ou lorsque son rendement est inférieur à l'inflation, alors sa valeur réelle diminue avec le temps.

POURQUOI LES INSTITUTIONS BANCAIRES AGISSENT SUR L'INFLATION ?

Les banques centrales interviennent pour garantir et préserver la stabilité des prix, c'est-à-dire maintenir l'inflation à un niveau ni trop élevé ni trop faible. Au sein de la zone euro, il incombe à la Banque centrale européenne (BCE) et aux banques centrales nationales, à l'image de la Banque de France, de s'assurer que l'inflation demeure contenue, qu'elle ne s'écarte pas de sa cible fixée à 2 %.

L'ASSURANCE VIE, UNE SOLUTION DE PLACEMENT PERTINENTE ?

L'assurance vie est un placement qui permet de répondre à différents besoins et objectifs : constituer et chercher à valoriser un capital, anticiper les études des enfants, préparer un projet immobilier, percevoir des revenus complémentaires, préparer sa retraite, bénéficier d'une fiscalité spécifique, préparer une succession ou transmettre un patrimoine.
Ses atouts :

- une solution accessible et souple, avec des versements programmés ou libres ;
- un capital disponible, en tout ou partie ;
- un placement ajustable en fonction de vos besoins, vos objectifs, vos connaissances en matière financière, ainsi que votre situation financière et votre profil de risque ;
- une solution spécifique de transmission de votre capital.

Source : étude "Regards sur l'épargne n° 17 – mars 2024" réalisée par la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

“Investir sur les marchés financiers suppose un risque de perte en capital. Parlez-en à votre conseiller.”

EN SAVOIR +

Les contrats d’assurance vie proposés par la Caisse d’Epargne Hauts de France

QUELLES SOLUTIONS POUR PRÉSERVER SON ÉPARGNE ?

En raison des effets de l’inflation sur l’épargne, la seule solution pour en préserver la valeur est de l’investir dans des placements qui procurent un rendement supérieur à l’augmentation des prix, comme l’épargne réglementée - les livrets dont les conditions de fonctionnement et de rémunération sont déterminées par les pouvoirs publics -, l’investissement immobilier ou l’investissement en Bourse. S’il est traditionnellement plus risqué, il constitue probablement l’un des moyens les plus efficaces pour valoriser un capital.

QUELS SONT LEURS LEVIERS D’ACTION ?

Si l’inflation est trop élevée, cela signifie schématiquement que la quantité de monnaie en circulation est trop importante. La Banque centrale va donc chercher à réduire la masse monétaire en renchérissant le coût de l’argent. Pour ce faire, elle augmente ses taux directeurs. Les taux d’intérêt des prêts proposés par les banques commerciales augmentent en conséquence, le coût du crédit se renchérit pour les ménages et les entreprises, qui empruntent donc moins. Ils réduisent leur niveau de consommation et d’investissement, ce qui a pour effet de ralentir le rythme de l’augmentation des prix.

QUELS SONT LES BONS RÉFLEXES À AVOIR ?

S’il est indispensable d’investir pour protéger son épargne de l’inflation, il n’existe ni recette magique ni produit miracle. Diversifier ses placements, tenir compte de son horizon d’investissement, évaluer sa capacité à accepter un risque plus grand en échange d’un rendement plus important et bénéficier des conseils de professionnels constituent autant de bons réflexes en vue de faire fructifier son capital.

Appel à projets : insertion par le sport en Hauts-de-France

Le 15 avril dernier, la Fondation d'entreprise de la Caisse d'Epargne Hauts de France lançait son tout nouvel appel à projets à destination des associations et clubs sportifs de la région pour favoriser l'insertion des jeunes par le sport.

Les études s'enchaînent et se ressemblent malheureusement. On sait aujourd'hui, chiffres à l'appui, que la Covid-19 a produit des effets délétères sur la jeunesse. Selon une étude de Santé Publique France (publiée en février 2023), notre pays a enregistré une hausse sans précédent des épisodes dépressifs chez les jeunes. Près de 21 % d'entre eux auraient vécu un épisode dépressif caractérisé suite à la pandémie[1]. Depuis deux ans, la Fondation d'entreprise de la Caisse d'Epargne Hauts de France, s'appuie sur son appel à projets, lancé traditionnellement en avril, pour soutenir des actions spécifiques auprès des jeunes, en plus de toutes celles soutenues tout au long de l'année en faveur de l'insertion, de la culture et du sport-santé.

L'insertion par le sport

En partenariat avec Sia Habitat, SIGH et la SA HLM de l'Oise, la Fondation d'entreprise de la Caisse d'Epargne Hauts de France a lancé un appel à projets le 15 avril dernier avec une ligne directrice forte : l'insertion des jeunes (de 12 à 25 ans) par le sport. *« L'isolement, le stress et certaines conséquences directes de la Covid-19 comme la perte d'un emploi étudiant ont pu contrarier des itinéraires. Certains jeunes ont abandonné leurs études ou revu à la baisse leurs ambitions professionnelles. Aujourd'hui, quatre jeunes sur dix recherchent un emploi dans la région[2] et 50 % d'entre eux sont inquiets pour leur santé mentale[3]. La Fondation est en prise directe avec les besoins du territoire et le thème choisi entre toujours en résonance avec la*

[1] Source : Santé Publique France - Étude publiée en février 2023.

[2] Source : Étude de l'Insee Hauts-de-France publiée le mercredi 20 mars 2023.

[3] Source : Santé Publique France - Résultats de l'enquête EnCLASS 2022

Nicolas Delnatte,
délégué général de la Fondation

vie et les valeurs de notre entreprise. Le sport est reconnu comme un vecteur puissant d'intégration et de cohésion sociale, c'est aussi un levier formidable pour l'inclusion et l'insertion », souligne Nicolas Delnatte, délégué général de la Fondation.

“La dotation de cet appel à projets 2024 est de 270 000 €.”

Une centaine de projets étudiés

L'appel à projets s'adresse, entre autres, aux clubs sportifs de la région engagés en faveur de l'insertion. Ces derniers peuvent recevoir un soutien de 1 500 euros pour l'organisation d'un forum des métiers, 2 500 euros pour des actions de proximité en pied d'immeuble ou encore 3 500 euros pour l'organisation d'actions de recrutement inclusives par le sport. Les associations peuvent également répondre à l'appel si elles mettent en place des actions qui permettent, via le sport, de remettre les jeunes sur le chemin de l'emploi. *« Elles peuvent travailler sur la confiance, l'orientation, etc. Nous sommes très attentifs à l'innovation sociale. Le projet peut être co-porté par plusieurs associations par exemple, ou il peut avoir fait ses preuves ailleurs. Il doit en tout cas présenter des objectifs quantitatifs et qualitatifs »*, précise Nicolas Delnatte. En 2023, la Fondation d'entreprise de la Caisse d'Epargne Hauts de France avait accompagné 43 des 103 projets reçus sur sa plateforme. ●

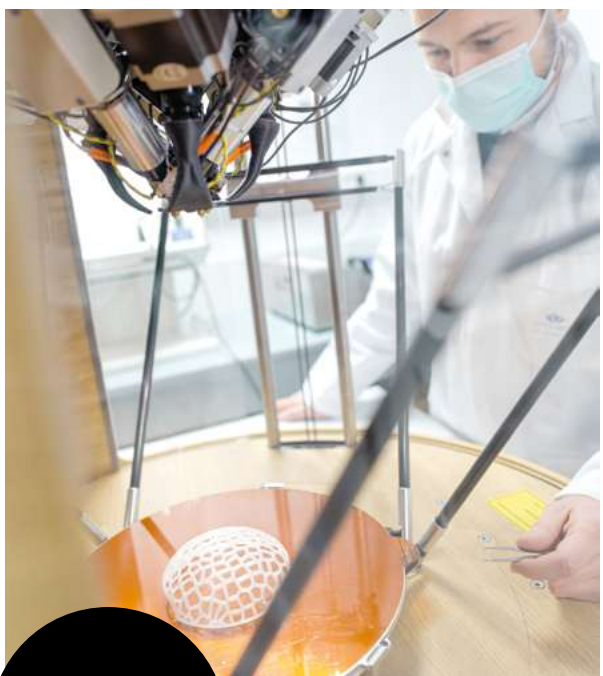
DÉPOSEZ VOS PROJETS EN LIGNE

Les clubs sportifs et associations ont jusqu'au 28 juin pour présenter leurs projets.

La remise des prix de l'appel à projets 2023 de la Fondation d'entreprise de la Caisse d'Epargne Hauts de France au domaine de Luchin.

Lattice Medical révolutionne la chirurgie reconstructrice

La reconstruction mammaire, après une mastectomie, est une étape cruciale pour les patientes atteintes d'un cancer du sein. Fondée en 2017, Lattice Medical a mis au point une prothèse mammaire novatrice à base de biomatériaux. Avec cette innovation, l'entreprise nordiste entend bien révolutionner la chirurgie reconstructrice et changer le quotidien de milliers de femmes.



LA PROTHÈSE MATTISSE, C'EST :

6 années de recherches

12 brevets déposés

L'ACCOMPAGNEMENT DE LA CAISSE D'EPARGNE HAUTS DE FRANCE

La Caisse d'Epargne Hauts de France a créé un centre d'affaires dédié à des solutions bancaires sur mesure pour tous les acteurs de la santé (entreprises innovantes mais aussi médecins, hôpitaux, cliniques, cabinets médicaux…). Via son centre d'affaires Santé, elle a ainsi accompagné Lattice Medical dans le développement de Lattice Services, département qui permet à la jeune entreprise de vendre son expertise d'ingénierie. La Caisse d'Epargne Hauts de France a financé les travaux de réaménagement des locaux pour accueillir un nouveau laboratoire ainsi que des imprimantes 3D en CBM. Grâce à ces imprimantes, Lattice Services peut produire des matériaux résorbables spécifiques pour d'autres entreprises.

EN SAVOIR +

Une femme sur huit atteinte au cours de sa vie. 60 000 nouveaux cas par an en France. Les chiffres du cancer du sein donnent, encore en 2024, le tournis. Dans la région, plusieurs entreprises ont fait de la prise en charge et de la qualité de vie des patientes leur cheval de bataille. C'est le cas de Lattice Medical, créée en 2017 et implantée au cœur d'Eurasanté, qui vient de mettre au point une solution révolutionnaire dans le domaine de la reconstruction mammaire : une prothèse conçue à partir d'un biomatériau résorbable, fabriquée par impression 3D ! Mattisse - c'est son petit nom - est née d'un constat : des solutions existent après une mastectomie mais seulement 20 % des femmes optent pour la reconstruction. De peur de complications médicales, de devoir subir une nouvelle opération, de la douleur ou d'un résultat inesthétique…

Produire une solution naturelle

« Avec Mattisse, nous résolvons la plupart de ces freins. Cette prothèse résorbable s'implante en même temps que la mastectomie. Cela évite une seconde opération. Le chirurgien prélève un peu de graisse à la patiente et la greffe à la prothèse. Cette graisse va naturellement coloniser l'implant qui lui va se biodégrader entre 18 et 24 mois après l'opération. La peau disposant d'une mémoire de forme, la patiente va ainsi retrouver un sein naturel autant visuellement qu'au toucher », explique Florian Plouviez, responsable commercial. Après une première implantation en juillet 2022 en Géorgie, Lattice Medical poursuit ses essais cliniques en France avec le CHU de Lille. *« Nous pouvons espérer une mise sur le marché en 2026 »*, poursuit Florian.

La première d'une série

D'autres projets sont en cours de développement. Le pôle Recherche & Développement de Lattice Medical compte à lui seul une dizaine de collaborateurs sur les vingt salariés de l'entreprise. Grâce à cette technologie de rupture, qui mêle matériaux innovants, impression 3D et biologie, Lattice Medical développe actuellement Rodin,

Florian Plouviez,
responsable commercial chez Lattice Medical

"Nous accompagnons des entreprises dans le monde entier."

un projet en étude pré-clinique qui révolutionne, quant à lui, la régénération de l'hypoderme. Avec son implant en biomatériaux, il régénère naturellement l'hypoderme, et apporte une nouvelle solution aux brûlures profondes, aux accidents de voiture ou aux résections de tumeurs qui ont attaqué le tissu mou de la peau.

Des perspectives encourageantes

En parallèle de ces deux projets phares, Lattice Medical a lancé Lattice Services pour partager aux entreprises son expertise en ingénierie tissulaire et impression 3D. *« Nous avons notre propre salle blanche. Nous pouvons produire des matériaux spécifiques pour d'autres entreprises qui travaillent sur le résorbable et les accompagner jusqu'aux essais pré-cliniques. La Caisse d'Epargne Hauts de France nous a d'ailleurs particulièrement accompagnés sur le volet Lattice Services en finançant l'agrandissement par exemple de nos laboratoires. Cela nous permet de faire vivre l'entreprise en attendant la mise sur le marché de nos produits »*, se réjouit Florian Plouviez. Labellisée FrenchTech2030, Lattice Medical a levé 6 millions d'euros en janvier dernier pour son projet Lipotec, qui vise à obtenir le remboursement du dispositif Mattisse pour toutes les indications thérapeutiques de reconstruction mammaire. L'entreprise projette également de s'attaquer aux marchés américains et brésiliens en plus des marchés français et européens. Elle prévoit cette année une levée de fonds de 45 millions pour lancer ses essais cliniques aux États-Unis. ●

JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES
DE PARIS 2024

Les Hauts-de-France, l'autre terrain de Jeux

Après la Coupe Davis de tennis en 2014, l'Euro de basket en 2015, l'Euro de football en 2016, le départ d'une étape du Tour de France en 2022 et la Coupe du monde de rugby en 2023, les Hauts-de-France n'ont plus grand-chose à prouver quand il s'agit de démontrer la capacité de toute une région à accueillir des événements sportifs de grande envergure. Une tradition qui est sans doute pour beaucoup dans la décision du Comité d'organisation (COJO) de délocaliser à Lille deux des disciplines les plus attendues, le handball et le basket. Et si les terrils et les beffrois du Nord ne sont pas là pour faire de l'ombre à la tour Eiffel, les Hauts-de-France comptent bien croquer à pleines dents dans l'or de la XXXIIIe Olympiade : bien au-delà des quinzaines olympiques et paralympiques, le sport est chez lui dans les Hauts-de-France.

La Caisse d'Epargne Hauts de France accompagne les joueuses de l'ESBVA-LM.

On ne comptera pas les médailles en chocolat, mais entre le bronze, l'argent et l'or, le chiffre est déjà impressionnant : du 27 juillet au 4 août, 5 084 médailles seront attribuées à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 – dont six à Lille, qui accueille au stade Pierre-Mauroy l'intégralité de la compétition de handball féminin et masculin à compter des quarts de finale – un choix qui est loin d'être neutre quand on se rappelle que la discipline est une grande pourvoyeuse de titres en tous genres et que les équipes féminine et masculine arrivent toutes les deux à Lille dans la peau du champion olympique en titre, rien que ça... Du côté du basket, même chose : si le titre n'est pas attribué dans les Hauts-de-France, c'est bien dans le Nord que la bande à Nicolas Batum rejoindra celle de Nikola Kabaratic. En tout, la capitale du Nord accueillera 36 rencontres féminines et masculines de basket du 27 juillet au 4 août en guise d'apéritif, avant de proposer 16 rencontres de handball pour le dessert, du 6 au 11 août. Soit quatre matchs par jour au pic des deux compétitions...

Mais si les 52 rencontres programmées au stade Pierre-Mauroy font évidemment figure de tête de gondole, l'engagement des Hauts-de-France au service de ce qui s'annonce comme la plus grande compétition sportive de tous les temps, avec 10 500 athlètes, 32 disciplines, 20 millions de visiteurs, 32 000 journalistes présents et 4 milliards de téléspectateurs attendus, ne s'arrête pas là. Terre d'accueil de plusieurs délégations, la région compte bien tirer parti d'un événement qu'on ne connaît qu'une fois par siècle.

Soutien de la Caisse d'Epargne Hauts de France

Et la Caisse d'Epargne a répondu présent pour apporter sa pierre à l'édifice. « *Que ce soit en finançant les entreprises concernées, en soutenant les athlètes (voir pages 38-39) ou en accompagnant les clubs et les acteurs du monde sportif, la banque participe à une dynamique vertueuse qui me paraît incarner ce que nous sommes : une banque de territoire qui souhaite prendre part au développement du territoire* », résume Philippe Lamblin, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Hauts de France (lire l'interview en page 33).

LES JEUX DANS LA RÉGION : QUELQUES REPÈRES

Après l'Île-de-France, les Hauts-de-France sont la **2e région d'accueil** pour les compétitions des Jeux.

52 épreuves de handball et de basket sont programmées au stade Pierre-Mauroy de Lille.

11 % des billets concernent des épreuves qui se déroulent à Lille.

Les athlètes d'une **vingtaine de pays** se prépareront dans les centres de préparation aux jeux (CPJ) de la région.

Labellisées **"Terres de jeux"** par le Comité Olympique, **533** villes, villages et collectivités de la région bénéficient d'un soutien logistique pour les animations qu'elles proposeront autour des Jeux.

La Métropole européenne de Lille et le Département du Nord ont investi chacun 15 millions d'euros pour les Jeux.

5

Lille, Lens, Amiens, Saint-Quentin et Beauvais : en juillet 2024, cinq villes des Hauts-de-France ont été désignées villes-étapes sur le parcours de la flamme olympique.

1,4 million de personnes sont attendues sur la quinzaine olympique.

Des visiteurs en nombre

Le premier impact des JO dans la région sera également le plus visible : à l'occasion de la quinzaine olympique, la proximité de la région avec une capitale saturée permettra d'envisager des afflux records de visiteurs. Les acteurs locaux comptent bien transformer ces visiteurs en touristes. L'objectif est évidemment qu'avant ou après les compétitions, les spectateurs profitent de leur présence pour explorer la Grand'Place de Lille, celle d'Arras, ou pour s'arrêter au Louvre-Lens, entre autres lieux d'intérêt. On sait que les Canadiens, les Australiens ou les Néo-Zélandais, par exemple, sont particulièrement sensibles au souvenir des morts de la Grande Guerre. Ayant parcouru plusieurs milliers de kilomètres, il est probable qu'ils souhaitent visiter les sites où leurs ancêtres ont combattu. Mais la région recèle bien d'autres attraits, du patrimoine industriel du Bassin minier aux rives de la Manche et de la mer du Nord, de la baie de Somme à la Côte d'Opale. À la clé, un surplus de recettes évalué à 56 millions d'euros.

Architecte : PCA-Stream

Le siège de la Caisse d'Epargne Hauts de France, ShAKe, accueillera le relais de la flamme, vibrera chaque jour au rythme des JO dans sa place du Village, son lieu de réception, son parvis. Il sera site d'accueil tout au long de l'événement.

DES MÉTIERS SOUS TENSION

Huit métiers sont particulièrement concernés par les retombées des Jeux : agents de sécurité bien sûr, mais aussi cuisiniers, commis de cuisine, serveurs, conducteurs de transport public, agents logistiques, agents d'accueil et régisseurs. Autant de postes particulièrement cruciaux dans les hôtels et les établissements de restauration, sur les sites touristiques et dans les transports. Sans parler des métiers artistiques sollicités pour les centaines d'événements programmés à l'occasion des Jeux : danseurs, comédiens, animateurs, électriciens, décorateurs, scénographes, costumiers, habilleurs, coiffeurs, maquilleurs…

Des emplois, et des emplois durables

Au niveau national, les organisateurs tablent sur 165 000 emplois générés par les JO dont 89 300 pour l'organisation (transport, événementiel, communication, sécurité privée…), 62 000 dans le tourisme (hôtellerie et restauration notamment) et 11 700 dans la construction. Si l'essentiel de cette manne concerne logiquement Paris et l'Île-de-France, des retombées importantes sont déjà palpables dans la région et, à quelques semaines de l'ouverture des Jeux, beaucoup d'offres restent à pourvoir. Du côté des pouvoirs publics et de France Travail, on estime que 2 000 emplois directs seront générés dans la seule métropole lilloise à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques.

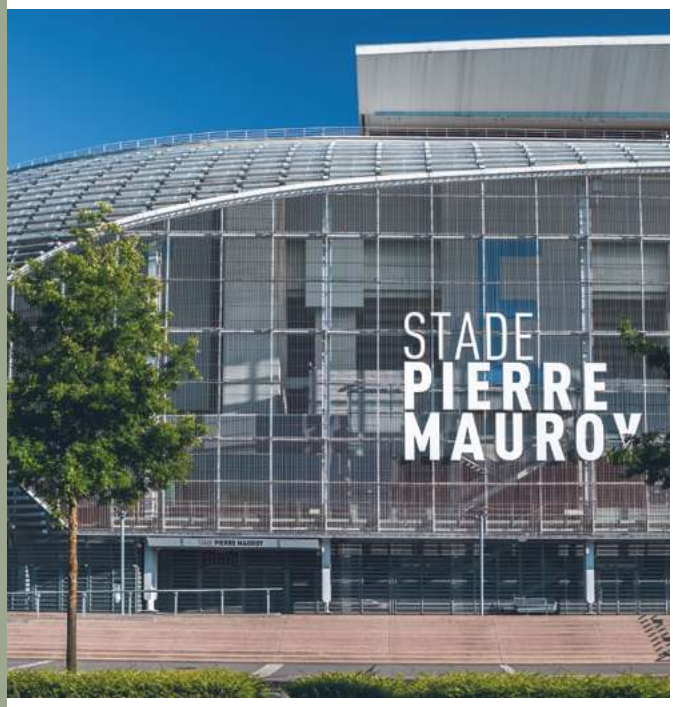
« Les JO représentent une excellente opportunité pour les jeunes et les demandeurs d'emploi, diplômés ou non, d'ouvrir de nouvelles perspectives professionnelles et de trouver un emploi durable », note Philippe Lamblin. Bien que certains postes soient saisonniers ou temporaires, ils offrent néanmoins la possibilité de se former et d'acquérir une expérience professionnelle dans des secteurs où la demande est constante, et même d'obtenir un diplôme. En effet, après 175 heures de formation, la certification requise pour devenir agent de sécurité est valide pendant cinq ans.

Soutenir la pratique sportive

Les Jeux sont évidemment l'occasion de porter une série de messages publics en matière de sport et de santé publique, deux sujets éminemment liés dans une région qui doit encore progresser sur ce point. À en croire l'Insee, la région n'a délivré que 840 000 licences en 2022, soit 142 licences pour 1 000 habitants en moyenne contre 157 au niveau national. C'est certes au-dessus de l'Île-de-France (139), mais les Hauts-de-France ferment ainsi la marche en province, loin derrière la Bretagne, les Pays de la Loire et l'Aquitaine. La région reste par ailleurs celle où la part d'habitants pratiquant une activité sportive avec ou sans licence au moins une fois par semaine est la plus faible (61 % contre 65 % au niveau national).

Dès lors, les JO font figure de prétexte idéal pour sensibiliser chacun à l'activité physique, érigée en grande cause nationale cette année : le fameux message des 30 minutes par jour, auquel la Caisse d'Epargne Hauts de France s'associe régulièrement. *« On me dira que ce n'est pas le rôle de la banque. Mais pourquoi pas ? »,* observe Philippe Lamblin. *« Nous comptons des millions de clients, nous sommes au cœur du territoire depuis 200 ans et je suis convaincu que nous avons un rôle à jouer pour promouvoir le sport et la santé. Les JO sont un merveilleux levier, profitons-en. »*

“Les JO font figure de prétexte idéal pour sensibiliser chacun à l'activité physique, érigée en grande cause nationale cette année.”



Architectes : Valode & Pistre / Cabinet d'Architecture Ferret

RECONVERSION EXEMPLAIRE !

Le mini-village olympique construit près du stade Pierre-Mauroy, à Villeneuve-d'Ascq, est un bel exemple de future conversion. Plus qu'un ensemble immobilier, les quinze hectares du site habituellement utilisés par les footballeurs locaux sont durablement transformés. Vestiaires, terrains annexes, piste finlandaise, cryothérapie, musculation : tout est pensé pour le plus grand confort des sportifs. Cette résidence de sept étages et de 495 logements pour 550 lits hébergera les Karabatic et autres Wenbanyama pendant les Jeux, avant d'être reconvertie en logements étudiants, moins de dix jours après la compétition.

80

sites des Hauts-de-France ont été retenus pour devenir centres de préparation officiels pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Les Hauts-de-France, terre d'accueil et d'entraînement pour les athlètes

Au-delà des compétitions, les JO ne se limitent pas uniquement aux épreuves, et la région se distingue ici comme un excellent élève, forte de l'expérience accumulée en 2012, lorsque les Hauts-de-France avaient servi de base arrière aux Jeux Olympiques d'été de Londres. À cette époque, la région avait consenti à un investissement de près de 200 millions d'euros, un montant qui se trouve aujourd'hui d'autant mieux rentabilisé. Le Centre sportif d'Arques en est le parfait exemple : construit pour l'Olympiade de Londres, ce bâtiment de 6 000 m² dédié à toutes les disciplines de gymnastique s'est forgé depuis une solide réputation d'excellence auprès des athlètes et de l'encadrement, et fonctionnera à plein régime avant et pendant la compétition.

Le site du Pas-de-Calais n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres : en tout, 80 sites des Hauts-de-France ont été retenus pour devenir centres de préparation officiels pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, ce qui en fait la région de France la plus représentée en termes de nombre.

Un succès pour la Région, propriétaire de six des sites les plus connus : le CREPS de Wattignies, au cœur de la métropole lilloise, peut accueillir des sportifs venus de l'athlétisme, du basket, de l'escrime, du hockey sur gazon, de la lutte, du rugby à 7, du tir et du volley. Avec ses 34 000 m² modulables, l'Aréna couverte de Liévin peut répondre aux attentes des équipes de boxe, de gymnastique artistique ou rythmique, de handball, de judo, de lutte, de taekwondo, de tennis de table... Le vélodrome couvert régional Jean Stablinski de Roubaix est riche d'une solide expérience dans l'accueil de délégations sportives internationales pour le BMX et le cyclisme sur piste. La salle Maréchal de Harnes, tout près de Liévin, accueillera des délégations de handball et de volley-ball tandis que le complexe sportif d'Aire-sur-la-Lys est équipé pour les spécialistes du badminton. ●

“Un impact sur le temps long”

Président du conseil d’orientation et de surveillance de la Caisse d’Epargne Hauts de France, délégué aux emplois en Hauts-de-France auprès du président, du préfet de la région et de la rectrice. Très investi dans les questions qui tournent autour de l’emploi et de la vie associative, Philippe Lamblin revient sur les enjeux des Jeux Olympiques et Paralympiques dans la région.

Philippe Lamblin,
Président du conseil d’orientation et de surveillance de la Caisse d’Epargne Hauts de France

Comment la Métropole européenne de Lille, les cinq départements et la région vont-ils tirer parti des Jeux sur le plan économique ?
Que 52 matchs de handball et de basket se tiennent au stade Pierre Mauroy signifie que la planète entière aura les yeux tournés vers les Hauts-de-France. Il ne faut pas non plus oublier deux autres grands temps forts que sont le passage de la flamme olympique dans la région au mois de juillet et la tenue des Jeux Paralympiques, fin août et début septembre. Ce qu’il faut voir, c’est que des dizaines d’entreprises de la région se sont impliquées pour faire vivre ces événements. Mais cela concerne des entreprises de toutes tailles, y compris des PME (voir page 36-37). À la clé, cela représente des milliers d’emplois.

Sont-ils uniquement liés à l’événement en lui-même ?
Il est évident que les quinzaines olympiques et paralympiques seront des pics d’activités. Mais ces emplois temporaires pourront permettre à de nombreuses personnes d’enrichir leurs CV, de suivre des formations et de décrocher des diplômes qu’ils pourront ensuite valoriser. Nous avons aussi lancé une grosse opération en direction des étudiants avec le Crous, et sommes associés aux Établissements pour l’insertion dans l’emploi (Epide) pour proposer des formations aux jeunes en difficulté qu’ils hébergent.

Qu’en est-il des infrastructures ?
Pour limiter les coûts, l’ensemble du projet olympique repose essentiellement sur des équipements existants. Mais cela ne signifie pas qu’il n’y a pas d’impact durable. De nombreux équipements ont été rénovés entièrement, le mini-village olympique aménagé à Villeneuve d’Ascq accueillera des centaines d’étudiants au lendemain des Jeux... Avec un hébergement et des installations désormais adaptés, Liévin a tout pour devenir l’une des grandes capitales de l’athlétisme pour les stages sportifs que les équipes nationales organisent régulièrement... Et je n’oublie pas le tourisme : à l’occasion des Jeux, des dizaines de milliers de personnes vont découvrir les Hauts-de-France. C’est une opportunité sans pareil pour les inviter à revenir et à découvrir toutes les richesses d’un territoire qui a beaucoup à offrir.

Pourquoi la Caisse d’Epargne a-t-elle souhaité s’investir dans les JO en général et dans les Hauts-de-France en particulier ?
Les JO d’été sont le plus grand événement sportif du monde et c’est un rendez-vous qui ne se présente qu’une fois par siècle dans un pays comme la France. Nous sommes une banque qui veut s’engager au service de la société, quitte à sortir de notre couloir et à l’assumer. Si la Caisse peut accompagner le développement de la pratique sportive, il faut évidemment sauter sur l’occasion. C’est bon pour nos clients, pour nos salariés et pour toute une région qui peut et qui doit travailler sur les indicateurs de santé, donc sensibiliser au rôle déterminant de l’activité physique. C’est tout le sens des opérations que nous menons par exemple auprès de nos clients, en partenariat avec Decathlon (voir page 46). ●

La flamme olympique brille grâce à MJ Conditionnement

Tradition indissociable de l'ère olympique moderne, le parcours de la torche qu'on allume à chaque nouvelle olympiade sur l'ancien sanctuaire d'Olympie, en Grèce, fait partie des symboles les plus forts des Jeux. Et rien ne serait possible sans une PME de l'Aisne...

Allumée dans le Péloponnèse le 16 avril, la flamme olympique rejoindra la capitale pour la soirée d'ouverture le 26 juillet, au terme d'un voyage de 68 jours qui la voit passer sur quelques-uns des plus grands sites français de métropole et d'outre-mer. Et cela, grâce au savoir-faire d'une petite PME d'Hartennes-et-Taux, dans l'Aisne et cliente de la Caisse d'Epargne Hauts de France : MJ Conditionnement, l'une des rares entreprises capables de concevoir et d'installer les capsules de propane conçues pour alimenter cette flamme qui ne doit jamais s'éteindre… Un beau cadeau pour cette entreprise de dix salariés, explique son directeur technique Steve Erca : *« MJ Conditionnement est spécialisée dans la formulation et le conditionnement d'aérosols. Nous fournissons chaque année plus de trois millions d'aérosols à nos clients : constructeurs automobiles, bâtiment, grande distribution, industriels de la chaussure… En dehors du cosmétique et de l'alimentaire, on trouve nos formules de dégrippants ou de produits imperméabilisants un peu partout. »*

Pour ce qui est de la torche olympique, l'enjeu réside dans son format particulier : *« Nous avons reçu la commande officielle début janvier 2023 et il a fallu plusieurs mois d'essais, de réflexion et d'allers-retours autour des échantillons pour proposer une solution adaptée. »* L'outil industriel de MJ Conditionnement n'étant pas adapté à un remplissage automatisé, il a en effet fallu mettre en place un système ad hoc, avec un injecteur et une pompe de transfert capable d'injecter la bonne quantité de propane dans chaque capsule.
Et recruter un collaborateur chargé de remplir manuellement les 10 000 cartouches commandées…

Livrées au début du mois de février, les 1 000 premiers exemplaires dûment siglés Paris 2024 sont repartis quelques jours plus tard, chargés à bloc. Le calendrier est serré, mais tenu, et la flamme, elle, ne s'éteindra pas… ●

2 000 FLAMMES…

Dessinée par le designer français Mathieu Lehanneur et fabriquée dans les usines françaises d'ArcelorMittal à partir d'acier recyclé, chacune des 2 000 torches utilisées sur le parcours de la flamme pèse son poids : 1,5 kilo pour 70 cm de haut et 3,5 cm de diamètre. Un petit défi pour les 10 000 relayeurs chargés de porter la célèbre torche pendant quelques centaines de mètres…

Jouer collectif et solidaire

Ce sont deux des principes de base du projet présenté par la France au Comité international olympique (CIO) : réserver 10 % des heures travaillées pour l'insertion professionnelle et permettre l'accès à 25 % de la valeur globale des marchés pour des TPE, PME ou structures de l'économie sociale et solidaire (ESS). Ancien maître de conférences en droit à l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, le juriste Patrick Loquet, consultant spécialiste des clauses sociales depuis trois décennies l'assure : le pari était ambitieux, mais il est tenu.

Vous êtes intervenu pour la mise en œuvre de ces objectifs. De quelle manière ?
En tant que consultant, j'ai eu l'occasion de travailler pour la Solideo (Société de livraison des équipements olympiques). J'ai contribué à la rédaction du guide de l'application de la charte en faveur de l'emploi et du développement territorial. Il comprend notamment les modèles et conseils pour la rédaction des clauses sociales. J'ai par ailleurs accompagné un maître d'ouvrage, le Salon international de l'aéronautique et de l'espace, pour la mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés relatifs à la rénovation du Hall 3 du Bourget, qui accueillera le centre des médias des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Un projet qui a généré 20 000 heures d'insertion.

> "Quand on leur donne des règles du jeu claires, les entreprises françaises se montrent tout à fait citoyennes."

Les clauses sociales ne sont pas une nouveauté, mais l'ampleur des équipements des JO leur donne un tournant particulier…
On parle d'un volume de travaux de 4,5 milliards d'euros… Les clauses sociales d'insertion exigent des entreprises qu'elles réservent des heures de travail à des personnes éloignées de l'emploi. Dans le cas des JO, il a été demandé aux entreprises que 10 % des heures travaillées soient réservés à l'insertion. L'effort était important car le taux moyen en France est de 5 %. Cela dit, les objectifs ont été atteints.

Pour quelle raison ?
Quand on leur donne des règles du jeu claires et qu'on les accompagne correctement, les entreprises françaises se montrent tout à fait citoyennes. L'accompagnement, c'est l'affaire des facilitateurs de clauses sociales, un nouveau métier que j'ai contribué à faire émerger à partir des années 2000 et qui consiste pour l'essentiel à proposer aux entreprises les candidats potentiels pour ces heures réservées à l'insertion.

Quelle est la marge de progrès ?
Avec la charte d'insertion des JO, ont été mis en pratique des mécanismes de valorisation des contrats de travail de longue durée et a été développé le recours aux contrats d'apprentissage. C'est désormais l'enjeu prioritaire des clauses sociales que d'aller, autant que faire se peut, vers la création d'emplois durables de qualité.

Patrick Loquet,
juriste et consultant spécialiste des clauses sociales

Un événement sans équivalent

Demi-centre emblématique du Dunkerque Handball Grand Littoral où il a mené une carrière couronnée par quatre titres*, l'ex-handballeur Bastien Lamon a rejoint la Caisse d'Epargne Hauts de France en 2017 avec aujourd'hui une double casquette : responsable du développement des partenariats business d'une part, ambassadeur Paris 2024 d'autre part. Il revient sur les raisons qui ont poussé la banque à s'investir dans le partenariat pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Une évidence

Au travers de notre métier de banquier, les Caisses d'Epargne en général et la Caisse d'Epargne Hauts de France en particulier ont toujours fait preuve d'un véritable engagement auprès du monde sportif. Un engagement qui se retrouve dans les valeurs du sport, de solidarité et de performance, portées auprès de nos salariés.

Accompagner les entreprises et acteurs de l'économie sociale et solidaire

Nous avons animé au niveau régional le dispositif Entreprendre 2024 pour accompagner les entreprises et les acteurs de l'économie sociale et solidaire de la région en les aidant à accéder aux appels d'offres proposés dans le cadre de Paris 2024. 217 marchés ont été attribués à des entreprises de la région, dont 40 % sont clientes de la Caisse d'Epargne Hauts de France. Avec l'accueil des épreuves de handball et de basket à Lille, tous les regards vont être focalisés sur la région, avec de véritables enjeux économiques pour le territoire.

Promouvoir le sport santé

Notre ambition est d'être plus qu'une banque, en agissant pour rendre la société plus verte, plus solidaire et plus sportive. Cela se traduit sur le terrain avec les journées "Sports Agences" organisées dans 80 villes et 170 agences des Hauts-de-France (voir page 35). D'avril à octobre, nous sensibilisons aux bénéfices du sport sur la santé en invitant nos clients, sociétaires, administrateurs et collaborateurs à partager une activité sportive accessible à tous et encadrée par un coach. Un véritable succès avec plus de 4 000 participants depuis la création du concept.

Soutenir les sportifs régionaux

En s'appuyant sur les Jeux de Paris 2024, la banque a accéléré son soutien aux athlètes régionaux de haut niveau (lire en pages 38-39). Cela permet de multiplier les rencontres inspirantes comme en mars, lorsque les salariés de la Caisse ont pu rencontrer Jimmy Gressier au lendemain de son record d'Europe sur le 10 km de Lille. ●

LES BLEUS IRONT-ILS LOIN À LILLE ?

"Je suis très optimiste sur le parcours de nos Bleus car nos équipes de France sont très performantes depuis des années, chez les femmes comme chez les hommes. Elles sont revenues des derniers JO avec la médaille d'or autour du cou et sont championnes du monde ou d'Europe en titre... C'est peu dire que les Bleus seront attendus, je crois en un parcours olympique qui fera vibrer les Français", annonce Bastien Lamon.

Bastien Lamon,
responsable du développement des partenariats business et ambassadeur Paris 2024

*Une Coupe de France, un Trophée des champions, une Coupe de la Ligue et un championnat de France.

Le sport au cœur

Alors que le plus grand événement sportif planétaire se rapproche, deux salariés de la Caisse d'Epargne Hauts de France reviennent sur leur rapport au sport.

JULIEN LAPLUME
TOUJOURS BALLE AU PIED

À 39 ans, Julien Laplume est toujours aussi mordu de foot que quand il était petit. Hier comme aujourd'hui, le jeune directeur de l'agence de Béthune y retrouve des valeurs qui l'animent et qu'il portera fièrement en juillet, en étant l'un des 10 000 relayeurs de la flamme olympique et l'un des 73 de la Caisse d'Epargne Hauts de France.

« J'ai commencé à pratiquer le football dès mes quatre ans. J'ai joué à Laventie avant de rejoindre le Stade béthunois, puis Wasquehal, où j'ai fait ma première année senior en tant que milieu défensif dans l'équipe réserve, qui évoluait à l'équivalent de la Régionale 1 actuelle. Je suis désormais entraîneur du club d'Annezin. Lorsque j'ai rejoint la Caisse d'Epargne en 2012, j'ai rapidement rejoint l'équipe de football de la banque. Nous nous préparons pour le championnat de France des entreprises, qui se déroule sur trois jours. Aujourd'hui, je suis le manager de dix-sept personnes. On ne manage évidemment pas comme on entraîne, mais je retrouve cette idée de créer une performance collective. Il n'y a rien de plus beau que de se fixer un objectif et de l'atteindre ensemble. C'est valable aussi bien dans un vestiaire que dans le milieu professionnel, et les valeurs qu'on mobilise sont les mêmes : l'engagement, l'état d'esprit, la solidarité. »

FLORE BOUTOILLE
OBJECTIF SOMMET

Animatrice partenariats, Flore Boutoille avait un peu ralenti sur le sport. Jusqu'à se lancer le pari de faire le tour du mont Blanc...

« Ma sœur et moi avions toujours rêvé de faire ensemble le fameux GR20, l'un des treks les plus beaux et les plus difficiles d'Europe. Une première tentative en 2021 nous a fait comprendre qu'il serait peut-être sage de viser un objectif intermédiaire. Nous avons donc choisi de nous attaquer au tour du du mont Blanc, qui est réputé plus accessible que le GR20. Comme je ne pratiquais plus vraiment de sport à ce moment-là, il a fallu se préparer... Je me suis remise à la course à pied trois fois par semaine et je me suis inscrite au challenge de l'association sportive de la Caisse d'Epargne, ce qui m'a aidée à me motiver. Quand nous nous sommes lancés, ma sœur, son compagnon et moi, j'étais souvent la dernière, mais je me suis accrochée et j'ai réussi. Nous avons bouclé les dix étapes en neuf jours, soit 10 000 mètres de dénivelé positif et 170 km de marche, avec nos tentes sur le dos.
On recommence cette année ! Ce sera plutôt un trek de trois ou quatre jours, mais j'ai bien l'intention d'essayer d'en faire un chaque année si possible. »

Flore représentera la Caisse d'Epargne Hauts de France à l'occasion du "Marathon pour tous" des Jeux de Paris 2024 parmi 20 024 participants. ●

Aux petits soins pour neuf athlètes

Sur les 229 athlètes et para-athlètes de haut niveau soutenus par le Groupe BPCE, neuf d'entre eux sont des enfants du pays, nés et/ou formés en Picardie, dans le Nord ou dans le Pas-de-Calais. Leur accompagnement par la Caisse d'Epargne Hauts de France souligne une fois de plus son engagement envers les athlètes, la pratique sportive et l'énergie collective. Leur participation aux Jeux n'est pas encore acquise pour tous mais leurs derniers palmarès augurent de belles performances !

ERWAN KONATÉ

Né à Amiens en 2003, Erwan Konaté est considéré comme un des espoirs prometteurs de l'athlétisme en France. Sous les couleurs de l'Amiens UC, ce jeune Picard aspire à concourir à ses premiers Jeux Olympiques sur le sol français, fort de ses deux titres mondiaux en catégorie junior. Détenteur du record junior en salle depuis 2022 avec un bond de 7,98 mètres, il a réussi à conserver son titre cette même année à Cali, en Colombie, grâce à un saut de 8,08 mètres.

CHARLOTTE ET LAURA TREMBLE

Finalistes aux JO de Tokyo en 2021 en natation synchronisée, les jumelles terminent 8e du programme de duo libre. L'expérience acquise au Japon permet d'espérer le meilleur pour les deux sœurs, doublement médaillées depuis aux Jeux européens de 2023 à Oświęcim, en Pologne : le bronze pour l'épreuve technique par équipes, et l'or pour l'épreuve acrobatique. De bon augure avant des Jeux pour une discipline éminemment exigeante qui croise la danse, la natation, la gymnastique et l'apnée.

KIMIE ET MARLONE ALVAREZ

Âgés respectivement de 17 et 20 ans, Kimie et son frère Marlone sont deux figures du breakdance, discipline qui s'est invitée pour la première fois aux Jeux en 2018, à Buenos Aires. Ils sont membres de l'association Blacklist, à Grande-Synthe. À Paris, où le duo, membre de l'équipe de France, rêve de danser sur la place de la Concorde, la compétition tourne autour de deux épreuves, une masculine et une féminine, qui verront respectivement 32 athlètes s'affronter dans des battles en un contre un.

JIMMY GRESSIER

Jimmy Gressier, surnommé le lion de Boulogne, figure parmi les premiers athlètes tricolores à avoir obtenu leur billet pour les Jeux Olympiques de Paris. Il a décroché sa qualification grâce à un impressionnant chrono de 12'56''09 sur 5 000 mètres lors d'une compétition en juillet 2023 à Monaco. Triple champion d'Europe espoir de cross-country et cinq sacres européens par équipe dans les catégories juniors et espoirs, il est également le détenteur actuel du record de France du 5 000 mètres et du record d'Europe du 10 km sur route réalisé le 17 mars dernier à Lille.

VIOLAINE AERNOUDTS

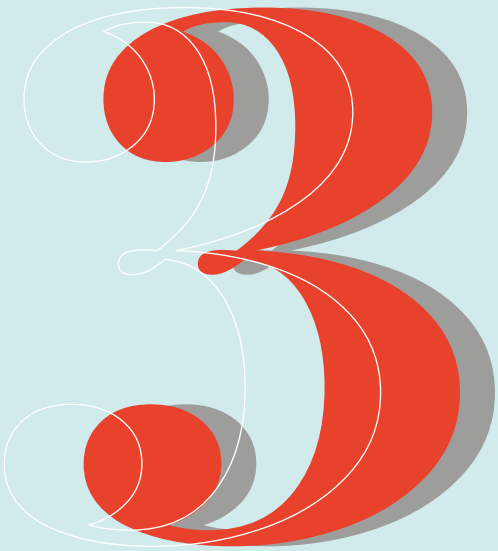
Fidèle du club Léo Lagrange d'Armentières, la jeune Nordiste n'en est pas à ses premiers Jeux : indéboulonnable en équipe de France depuis 2016 et qualifiée pour Tokyo 2020 en quatre de couple, elle en est revenue avec une très honorable neuvième place. Forte d'une médaille d'argent acquise aux championnats du monde de Zagreb en 2021 et de son titre de championne de France, acquis avec sa coéquipière Audrey Feutrie, elle ira chercher sa qualification lors de la régate de Lucerne, en Suisse.

ANTOINE PÉREL ET OLIVIER LYOEN

Discipline paralympique depuis Rio en 2016, le paratriathlon combine 750 m de natation en eau libre, 20 km de vélo et 5 km de course à pied. Originaire de Béthune et vivant avec une dystrophie congénitale des cônes depuis l'âge de neuf ans, Antoine Pérel n'a jamais laissé son trouble visuel entraver sa performance sportive. Après avoir participé aux Jeux Paralympiques de Tokyo, Antoine Pérel a obtenu le titre de champion d'Europe à Madrid en 2023, épaulé par Olivier Lyoen, son fidèle guide et expert des longues distances, lui-même vétéran de l'infernal Ironman d'Hawaï.

UN SOUTIEN PRÉCIEUX

Éloignés des projecteurs des disciplines les plus médiatisées, la majorité des athlètes olympiques et paralympiques se préparent dans des conditions qui diffèrent grandement de celles des célébrités sportives. Pour ces compétiteurs, le soutien de la Caisse d'Epargne Hauts de France s'avère essentiel. Celui-ci leur permet de poursuivre leurs ambitions sportives, mais également professionnelles, car la banque envisage cet appui dans la durée. Plus qu'une aide matérielle et logistique, elle favorise aussi l'échange entre ces aspirants médaillés et ses employés, créant des liens et souvenirs émotionnellement riches qui s'avèrent également motivants pour tous. Bien que tous ces compétiteurs ne se qualifieront pas forcément pour Paris 2024, ils se tiennent prêts sur la ligne de départ !



axes d'engagement

Parce que la Caisse d'Epargne Hauts de France est une banque 100 % régionale qui appartient à ses clients, elle porte une responsabilité particulière à l'égard de son territoire et de ses habitants. Elle conduit de longue date un programme d'actions au service de cette ambition, réunies sous l'appellation commune "Plus qu'une banque" : plus solidaire, plus green, plus sport. La certification B Corp - obtenue en novembre 2022 - est la reconnaissance de cet impact en faveur de la société et de l'environnement de son territoire.

SOLIDAIRE

La banque et sa Fondation d'entreprise favorisent l'accès à la culture et à l'insertion (par l'emploi et le logement). En 2023, elles ont consacré ensemble 5 M€ au profit d'actions solidaires de mécénat et de partenariats sportifs.

GREEN

La banque agit à plusieurs niveaux. Elle permet à ses clients d'investir dans des placements responsables (15 Md€) ; soutient ses clients dans leur transition énergétique et environnementale et s'engage dans la réduction de sa propre empreinte carbone.

SPORT

La banque porte un programme d'actions en faveur de la pratique du sport en région. Elle est un partenaire fidèle d'équipes sportives représentatives des territoires de la région ; elle contribue à la pratique sportive au profit de la santé du plus grand nombre ; elle accompagne neuf athlètes originaires de la région, sur la route de Paris 2024.

+ SOLIDAIRE

La Cravate Solidaire : favoriser l'insertion professionnelle

Dans le cadre de son partenariat établi depuis plusieurs années avec La Cravate Solidaire de Lille, la Caisse d'Epargne Hauts de France a organisé une collecte de vêtements auprès de ses collaborateurs.

La Cravate Solidaire est un réseau d'associations reconnu d'intérêt général, engagé pour l'égalité des chances. Son objectif est de combattre les discriminations liées à l'apparence physique durant le processus de recrutement. Depuis 2015, partout en France, l'organisation accompagne les personnes en (ré)insertion professionnelle vers l'accomplissement de leur projet professionnel.

Sa principale mission est de permettre aux personnes en situation de précarité de se présenter à des entretiens d'embauche dans les meilleures conditions possible. L'association leur redonne confiance en les aidant à maîtriser les codes du monde de l'entreprise. De plus, elle s'engage activement à modifier la perception et les pratiques des recruteurs à travers des actions de sensibilisation. ●

Nicolas Delnatte, délégué général de la Fondation d'entreprise Caisse d'Epargne Hauts de France, lors de la remise des vêtements à l'association.

CHIFFRES CLÉS

67 kg

de vêtements ont été remis à l'association.

70 %

des bénéficiaires parviennent à réaliser leur projet professionnel grâce aux dons de vestes, chemises, pantalons, jupes, chaussures et sacs. (Source : La Cravate Solidaire)

+ SOLIDAIRE

Finance et sport : booster la gestion des jeunes espoirs

La Caisse d'Epargne Hauts de France s'engage activement dans l'accompagnement des jeunes athlètes talentueux de la région en leur offrant des ateliers de sensibilisation à la gestion financière.

Ces sessions éducatives, animées par l'association Finances & Pédagogie, visent à outiller les futurs professionnels du sport avec des compétences essentielles pour naviguer dans l'univers financier de leur carrière.

Des jeunes hockeyeurs membres du club Les Gothiques (Amiens Hockey Elite), ainsi que des basketteurs du BCM Gravelines Dunkerque et du SQBB-JSC (Saint-Quentin Basket-ball), ont eu l'opportunité de participer à ces formations spécifiques.

Michèle Kochan et Yolande Tourneux, correspondantes régionales de l'association Finances & Pédagogie, ont pris les rênes de ces ateliers originaux. Ils ont également été appuyés par Ludivine Minor, chargée de clientèle à Saint-Quentin, Pauline Sanier, conseillère clientèle professionnels à Amiens Saint-Fuscien, et Benjamin Devos, conseiller clientèle à Dunkerque.

L'initiative, à la fois innovante et pertinente, a été chaleureusement accueillie par les jeunes sportifs et leurs encadrants, soulignant l'importance de la maîtrise financière dans le sport de haut niveau. ●

50
sportifs déjà sensibilisés

Parcours Confiance : lutter contre l'exclusion bancaire

Parcours Confiance est un dispositif créé et financé par les Caisses d'Epargne. Des conseillers spécialisés accueillent et accompagnent les personnes en difficulté, redirigées par les Caisses d'Epargne mais aussi par le réseau de partenaires associatifs régionaux. L'objectif est de leur proposer un suivi personnalisé accompagné d'un micro-crédit afin de financer leurs projets de la vie quotidienne favorisant leur inclusion sociale. ●

PARCOURS CONFIANCE
HAUTS DE FRANCE

800
emplois créés en Hauts-de-France depuis 2019

La formation au service de l'insertion

"Les Compagnons du Marais", association basée à Creil, accompagne, héberge et insère professionnellement des personnes en situation de précarité. Elle a créé un nouveau parcours de formation destiné à de jeunes adultes, structuré en quatre axes : l'apprentissage du français, la maîtrise de l'outil informatique, l'apprentissage des différents modes de déplacement et l'accompagnement vers un parcours de santé individualisé. À l'issue de ce programme, une immersion dans l'une des entreprises partenaires permet aux stagiaires de développer leurs connaissances et de faciliter leur recherche d'emploi.

Le soutien de la Fondation Caisse d'Epargne Hauts de France a permis l'achat de matériel informatique destiné à ce parcours de formation. Jean-Louis Leroux, président de la Société locale d'épargne Beauvaisis-Creillois, et les membres du conseil d'administration ont remis un chèque aux membres de l'association le 25 mars dernier. Les administrateurs ont également unanimement apprécié la tenue de leur conseil dans les locaux de l'association, ce qui leur a permis de mieux appréhender leurs actions et activités. ●

2 500 €
de soutien apporté

L'artisanat comme tremplin professionnel

Mercredi 27 mars, Jean-Pierre Motte, directeur de l'association **Synapse 3i** à Amiens, a chaleureusement accueilli les administrateurs de la Société locale d'épargne Amiens Somme Est pour leur présenter les ateliers d'insertion de l'association : menuiserie, ébénisterie et peinture, recyclerie et valorisation, tapisserie d'ameublement, couture et broderie.

Les salariés en CDDI (contrat à durée déterminée d'insertion) bénéficient d'un accompagnement social et professionnel pendant environ deux ans, visant à les conduire vers un emploi stable. À la fin de la visite, les administrateurs ont tenu leur conseil dans la salle de réunion de l'association.

À cette occasion, Mathilde Roy, présidente de la Société locale d'épargne, a remis à Jean-Pierre Motte un chèque octroyé par la Fondation dans le cadre de l'appel à projets "Utile et solidaire avec les jeunes". Ce don a financé l'acquisition d'une machine destinée à la découpe et au façonnage du bois. ●

20 000 €
de soutien apporté

+ SOLIDAIRE

Apprendre la Bourse

La remise régionale des prix du challenge européen "Apprendre la Bourse" s'est tenue le 15 avril au siège de la Caisse d'Epargne Hauts de France à Lille.

Pour la 20e année consécutive, l'antenne des Hauts-de-France de l'association Finances & Pédagogie a organisé du 1er octobre 2023 au 31 janvier 2024 le concours "Apprendre la Bourse". Ce concours - une initiative européenne des Caisses d'Epargne - cible les lycéens et les étudiants et vise à leur transmettre des connaissances économiques de manière ludique.

Chaque équipe, composée de quatre élèves ou étudiants, gérait un compte titres au capital fictif de 50 000 euros, dans des conditions identiques à la réalité, en s'appuyant sur les cours réels des marchés boursiers.

Cette année, la région des Hauts-de-France a inscrit 60 équipes (30 équipes de lycéens et 30 d'étudiants) réparties dans 15 établissements, impliquant au total 240 participants (120 lycéens et 120 étudiants). ●

LES LAURÉATS

Challenge lycéens

L'équipe "62Slay" du lycée Giraux Sannier à Saint-Martin-les-Boulogne a remporté la première place aux niveaux national et régional, devenant ainsi Championne de France. Encadrée par Magali Belloy, enseignante, l'équipe a valorisé son portefeuille à 7 062,24 euros. Elle a représenté la France lors de la remise européenne des prix en mars à Lyon.

Challenge étudiants

Les équipes "R2M" du lycée André Malraux de Montataire et "Hold up" de Promeo à Compiègne se sont distinguées en se partageant la première place au classement régional et en obtenant la deuxième place au niveau national. Les équipes étaient respectivement encadrées par Stéphane Barbare et Anne-Céline Pérez, enseignants.

+ GREEN

Une table ronde pour changer de cap écologique

Le lundi 19 février à Sciences-Po Lille, l'antenne lilloise du "Laboratoire de la République" a organisé une table ronde intitulée "Changer de cap écologique : vers un paradigme économique et démocratique renouvelé". Cet événement a rassemblé environ 80 participants, parmi lesquels figuraient des élus, des chefs d'entreprises et des étudiants de toute la région.

Romain Dekeyser a partagé son expertise sur les défis économiques liés à l'écologie, en abordant des sujets comme l'impact du changement climatique sur les entreprises et les nouvelles exigences réglementaires, telles que les bilans extra-financiers imposés aux grandes sociétés. Il a souligné l'importance d'anticiper ces changements et d'adapter les modèles d'affaires en conséquence.

De plus, il a mis en lumière le rôle de la Caisse d'Epargne Hauts de France en tant que conseillère et partenaire dans la co-construction de solutions adaptées aux transitions écologiques des territoires. Céline Scavennec a illustré ce propos en partageant son expérience d'accompagnement par la Caisse d'Epargne Hauts de France lors de la création de Niiji, qui crée des solutions "zéro déchets" pour les contenants alimentaires. ●

LES INTERVENANTS

Romain Dekeyser,
responsable innovations clients et transitions de la Caisse d'Epargne Hauts de France
Jean-Michel Blanquer,
ancien ministre de l'Éducation et président du "Laboratoire de la République"
Céline Scavennec,
conseillère départementale et créatrice de l'entreprise Niiji

Projet de contribution carbone avec l'Office national de forêts (ONF)

La Caisse d'Epargne Hauts de France conçoit son action de contribution carbone en parallèle de sa politique interne ambitieuse de réduction de ses émissions. En effet, pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, les efforts de réductions sont primordiaux. La contribution carbone ne doit pas s'y substituer.

La Caisse d'Epargne Hauts de France finance une partie d'un projet de reconstitution de peuplements dégradés en forêt domaniale dans le territoire des Hauts-de-France. Il s'agit d'un projet qui permettra la séquestration de carbone, la préservation de l'environnement et le développement local.
Le projet est certifié Label bas-carbone, il assurera dans son ensemble la séquestration de 3 000 tonnes équivalent CO_2, dont 597 tonnes équivalent CO_2 pour la part financée par la Caisse d'Epargne Hauts de France. ●

+ SPORT

C'est reparti pour les "Sports Agences" !

Depuis le 6 avril, c'est la reprise des "Sports Agences". Au total, 80 événements sont planifiés jusqu'au 26 octobre 2024, répartis sur vingt dates et concernent 170 agences sur l'ensemble du territoire des Hauts-de-France.

Les "Sports Agences" sont un concept original créé par la Caisse d'Epargne Hauts de France. Il s'agit de réunir clients, sociétaires, administrateurs et collaborateurs autour d'une activité sportive le samedi matin. Au programme : marche, course à pied, fitness lors de séances encadrées par des coachs certifiés de Train Me, une filiale de Decathlon.

Les "Sports Agences" visent deux objectifs principaux :

- favoriser la pratique sportive pour tous afin de préserver la santé et le bien-être des personnes, quel que soit leur niveau ;
- créer un lien de proximité différent entre les participants dans une ambiance conviviale.

Depuis 2022, le succès de ces rencontres originales ne se dément pas, avec déjà plus de 4 000 participants motivés, quelles que soient les conditions météorologiques, et heureux de se retrouver hors du cadre classique de la relation bancaire. ●

EN SAVOIR +

"Les "Sports Agences" contribuent aussi à renforcer les liens relationnels avec nos clients."

Face à Jimmy Gressier

Le 18 mars, Jimmy Gressier a lancé un défi de vitesse à la Caisse d'Epargne Hauts de France. Neuf collaborateurs ont tenté de courir à 22 km/h sur tapis, imitant sa performance. Laurent Tacconi, direction Marketing et Distribution, a brillé en tenant un kilomètre à cette allure.

Au lendemain de son tout nouveau record d'Europe sur 10 km, Jimmy Gressier a été accueilli comme il se doit à ShAKe Lille.
Un moment privilégié qui a rassemblé de nombreux collaborateurs enthousiastes à l'idée de le rencontrer. Dès son arrivée, Jimmy a été accueilli avec ferveur par Laurent Roubin, président du directoire et Philippe Lamblin, président du conseil d'orientation et de surveillance, sous les applaudissements des collaborateurs présents. Il est revenu sur sa performance, le chemin parcouru, ses entraînements…
Une séance de photos et de dédicaces a ensuite offert à chacun l'opportunité de partager un moment avec Jimmy et de repartir avec un souvenir personnel. ●

LE SPORT, C'EST BON POUR LA SANTÉ !

La Caisse d'Epargne Hauts de France encourage ses collaborateurs, administrateurs et clients à pratiquer leur sport favori, quel que soit le niveau, la discipline ou la fréquence ; l'important, c'est de bouger. Elle a mis à disposition de ses collaborateurs une application, "Plus Sport", qui les incite à bouger et leur permet de relever des défis en équipe. En parallèle, le siège de ShAKe à Lille accueille désormais un espace de fitness accessible aux collaborateurs le matin, le midi et le soir, équipé d'appareils de remise en forme et proposant des cours collectifs.

Nos sportifs mécénés à l'honneur

L'enthousiasme pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 embrase notre région. Le sport, vecteur de dynamisme et d'unité, s'infiltre dans l'âme des agences de la Caisse d'Epargne Haut de France, qui se métamorphosent aux couleurs de cet événement planétaire. L'occasion de promouvoir la pratique sportive, riche de multiples bienfaits.

Sur le plan social, le sport est un formidable catalyseur d'unité. Les événements sportifs tissent des liens de fierté et d'appartenance. Ils transcendent les barrières, renforcent le tissu social en favorisant l'intégration. Économiquement, c'est un moteur puissant. Il génère d'importantes retombées financières

à travers l'organisation d'événements, la construction d'infrastructures sportives et la création d'emplois.

Le sport est aussi un allié de la santé publique, participant à la réduction des coûts de santé grâce à la promotion d'un mode de vie sain. Culturellement, il est porteur de valeurs universelles telles que la persévérance, l'esprit d'équipe, et le fair-play. ●

Sommaire

CULTURE ÉCO

Page 50. Nos experts vous répondent
Un projet de rénovation énergétique : des solutions multiples

CULTURE BANQUE

Page 56. Un collaborateur, un métier
Rencontre avec Stéphane Szalata, banquier privé au centre d'affaires de Beauvais

Page 58. En coulisses
B-Corp : un engagement de tous les jours

CULTURE SOCIÉTAIRES

Page 52. Devenez sociétaire
Un rôle majeur au sein de la banque

Page 54. Portrait croisé

Stéphane Ledez
directeur territorial Nord d'Enedis et vice-président de la SLE Flandre Intérieure et Maritime, et

Romain Dekeyser,
responsable du département Innovation Client et Transition à la Caisse d'Epargne Hauts de France, se prêtent au jeu du portrait croisé pour présenter leur engagement local.

LA CHRONIQUE ÉCO DE PHILIPPE WAECHTER
Directeur de la recherche économique,
Ostrum Asset Management, filiale du Groupe BPCE

La France va bénéficier des retombées des Jeux Olympiques

Avec les Jeux Olympiques qui se tiendront l'été prochain, l'économie française a l'opportunité de retrouver une dynamique de croissance soutenue. L'événement coïncidera avec un cycle économique robuste, ce qui pourrait l'amplifier au bénéfice de tous.

L'impact de la crise énergétique s'atténue

Indépendamment de l'événement sportif, l'économie en France surmonte progressivement les effets néfastes de la crise énergétique. Tous les secteurs avaient été touchés par une augmentation soudaine et persistante des prix. Les entreprises, en particulier industrielles, ont affronté un renchérissement de leurs contrats énergétiques, répercutant ces coûts sur leurs prix de vente. Les prix de production en avaient fortement pâti, provoquant des répercussions et une certaine persistance sur le reste de l'économie. Ces effets avaient poussé la BCE à adopter une politique restrictive. Pour les ménages, l'augmentation des prix avait également eu un impact négatif sur leur pouvoir d'achat, malgré les mesures compensatoires du Gouvernement. Ces problématiques sont aujourd'hui révolues. Les tarifs du gaz et de l'électricité se sont stabilisés sur les marchés et ne constituent plus une source significative d'incertitude. L'activité économique peut donc se consolider et les acteurs économiques sont à même de prolonger leur perspective à long terme, encourageant ainsi la prise de risques.

Un rebond cyclique se dessine

Cette tendance, qui s'est développée tout au long du premier trimestre, justifie un optimisme accru quant à l'évolution de l'activité économique française. C'est un élément clé, car les entreprises ne seront pas incitées à réduire leurs effectifs. De plus, le ralentissement de l'inflation devrait progressivement réorienter la répartition du revenu en faveur des dépenses plutôt que de l'épargne, renforçant l'effet expansionniste du cycle. Cependant, les pertes de pouvoir d'achat restent importantes. Le coût de l'énergie est actuellement supérieur de plus de 40 % par rapport à la période pré-inflationniste et les prix des produits alimentaires ont augmenté de 25 %*. L'ajustement des salaires étant partiel, les ménages n'auront pas les moyens de dépenser sans compter.

La BCE, acteur majeur de la reprise

Cette dynamique favorable sera renforcée par l'assouplissement de la politique monétaire de la BCE à partir de sa réunion de juin. La Banque centrale constate un manque de dynamisme dans l'activité de la zone euro alors que l'inflation recule. En agissant avant la Réserve fédérale américaine, elle stimulera la compétitivité des exportations européennes et le redémarrage de l'activité. En somme, l'économie se remet du choc énergétique et prend progressivement un tournant plus solide.

Les Jeux Olympiques, un catalyseur pour le cycle naissant

Les Jeux Olympiques attireront des millions de touristes enthousiastes en France et inciteront les entreprises internationales à organiser des événements qui feront appel aux services locaux. En plus des infrastructures construites, qui contribueront à la croissance à long terme, les JO serviront de catalyseur cyclique, dynamisant et renforçant le cycle économique. La seconde moitié de l'année 2024 promet d'être plus propice à la croissance, et l'événement sportif y jouera un rôle significatif.

Il incombe à tous – entreprises, ménages, collectivités locales et institutions – de créer les conditions favorables à ce que cette impulsion renforce le cycle économique naissant et qu'elle soit bénéfique pour tous. ●

* Source : Ostrum Asset Management

NOS EXPERTS VOUS RÉPONDENT

Un projet de rénovation énergétique : des solutions multiples

Engagés dans la transition environnementale ou à la recherche de gains économiques, beaucoup de ménages se lancent dans des projets de travaux de rénovation énergétique. De nombreuses solutions de crédit et aides permettent de les financer.

Un plus grand confort thermique, des économies d'énergie, des dépenses maîtrisées ou une meilleure valorisation de son bien immobilier, les travaux de rénovation énergétique de son habitation offrent des gains évidents et permettent de réduire son impact écologique. Dans le cadre du plan national de relance énergétique, la Caisse d'Epargne Hauts de France accompagne ses clients avec des solutions de financement adaptées à chaque situation.

Le prêt rénovation énergétique[1]
Ce prêt, d'un montant maximum de 75 000 € sans apport, permet de financer des travaux de rénovation énergétique : isolation (changement de fenêtres, isolation des combles…), nouveau système de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire ou d'assainissement (remplacement de chaudière, pompe à chaleur, poêle…). Ses avantages : le choix des modalités de remboursement, déblocage immédiat[1] possible ou délai de six mois[2] pour utiliser le prêt, remboursement jusqu'à dix ans.

L'éco-prêt à taux zéro[3]
D'un montant maximum de 50 000 € sans condition de ressources, l'éco-PTZ permet de financer plusieurs types de travaux dans la résidence principale : isolation, nouveau système de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire ou d'assainissement, amélioration de la performance énergétique globale du logement. Ses atouts : un délai de trois ans pour effectuer vos travaux et un remboursement allant jusqu'à 20 ans.

> "Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager."

[1] Sous réserve d'acceptation de votre dossier par la Caisse d'Epargne Hauts de France et après expiration du délai légal de rétractation.

[2] Déblocage du prêt possible en 5 fois maximum dans les 6 mois suivant la signature de l'offre de prêt.

[3] Sous réserve du respect des dispositions réglementaires relatives à l'éco-prêt à taux zéro et d'acceptation de votre dossier par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France. Vous disposez d'un délai légal de rétractation pour renoncer au crédit. La prise en charge des intérêts correspondant à votre emprunt est entièrement assurée par l'État.

ET POUR LES RÉSIDENCES SECONDAIRES ?

Plusieurs aides à la rénovation proposées par l'État concernent les résidences principales. Cependant, il est possible d'obtenir des aides pour des travaux d'isolation dans sa maison secondaire : les CEE, la TVA à taux réduit à 5,5 %, la prime Énergie 2021, l'exonération de la taxe foncière, des prêts bancaires à taux préférentiel[1]. D'autres aides sont disponibles pour l'installation de matériel visant à protéger l'environnement, comme une borne de recharge pour voiture électrique (crédit d'impôt de 75 %).

Des aides publiques combinables avec les prêts

De nombreuses aides publiques d'éco-rénovation sont disponibles :

- **MaPrimeRénov'[4] :** destinée aux ménages, copropriétés ou propriétaires bailleurs, elle est calculée selon les revenus et la performance énergétique réalisée suite aux travaux entrepris dans un logement de plus de quinze ans ;
- **MaPrimeRénov' Sérénité,** anciennement aide "Habiter mieux sérénité" de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), fusionnée avec la PrimeRénov'. Elle soutient la rénovation énergétique des ménages aux revenus modestes ;
- **la prime Coup de pouce économie d'énergie :** soumise à condition de ressources, elle est destinée aux ménages en situation de précarité énergétique. Elle est cumulable avec MaPrimeRénov' et l'éco-PTZ ;
- **la réduction d'impôt Denormandie :** pour les particuliers qui achètent un logement dans l'une des 222 villes bénéficiant du programme "action cœur de ville", à condition que le montant des travaux s'élève au moins à 25 % du logement acheté ;

[4] Sous réserve d'éligibilité à la prime et d'acceptation de votre dossier par la Caisse d'Epargne Hauts de France. Vous disposez d'un délai légal de rétractation pour renoncer au crédit.

CONSEILS ET SOLUTIONS DURABLES POUR LES PARTICULIERS

Pour accompagner ses clients particuliers dans leurs projets de transition environnementale, la Caisse d'Epargne Hauts de France a lancé "Conseils et solutions durables", une plateforme de services, accessible gratuitement sur l'application Banxo. Ils y bénéficient de conseils et de services dédiés, avec un accès à des partenaires sélectionnés. En matière de rénovation énergétique, ils peuvent identifier les travaux à réaliser dans leur logement, calculer les aides potentielles, trouver des solutions de financement, d'assurance et même des prestataires pour la réalisation des travaux grâce aux services offerts par notre partenaire, Cozynergy. Ce dernier regroupe une équipe d'experts qui prend en charge toutes les étapes de votre projet de A à Z : diagnostic énergétique, recherche de subventions, tâches administratives, identification des travaux, estimation budgétaire, réalisation et suivi des travaux par un installateur certifié RGE...

- **la TVA à taux réduit :** TVA à 5,5 % sur certains travaux d'amélioration des performances énergétiques achevés depuis plus de deux ans, que ce soit une maison ou un appartement, une résidence principale ou secondaire ;
- **le Certificat d'Économie d'Énergie (CEE) :** aide des fournisseurs d'énergie pour accompagner la réalisation de travaux d'éco-rénovation par un professionnel reconnu garant de l'environnement (RGE). Cale peut être : des diagnostics, des conseils, une mise en relation avec un réseau qualifié d'artisans, un prêt à taux bonifié, une prime (remise sur facture d'énergie, bons d'achat…).
- **le Chèque énergie :** permet de payer des factures d'énergie (électricité, gaz, chaleur, fioul, bois…) ou des travaux de rénovation énergétique. ●

DEVENEZ SOCIÉTAIRE

Un rôle majeur au sein de la banque

La Caisse d'Epargne Hauts de France est une banque coopérative. Détenteurs du capital social de la banque, via les Sociétés locales d'épargne (SLE), les sociétaires en sont des acteurs majeurs. À la fois par leur participation à sa gouvernance, mais aussi par leur présence de proximité sur le territoire et leur engagement dans les projets locaux.

Devenir sociétaire c'est être un lien de proximité essentiel. C'est être ambassadeur de la Caisse, des clients, des habitants, des professionnels et des entreprises. C'est faire entendre sa voix pour aider à améliorer la satisfaction clientèle. C'est s'impliquer au quotidien, avec la banque, dans les projets locaux en présentant par exemple une structure associative ayant un projet pour les personnes fragiles ou en participant à l'appel à projets.

C'est également avoir un impact positif dans notre région. À la Caisse d'Epargne Hauts de France, l'épargne collectée est réinvestie dans des projets locaux de l'économie réelle. C'est un engagement en circuit court puissant. Être sociétaire, c'est enfin s'engager pour l'intérêt collectif plutôt que l'intérêt individuel. En décidant d'acquérir des parts sociales, ce sont les sociétaires qui permettent à ces actions solidaires de voir le jour.

LA SEMAINE DU SOCIÉTARIAT

Du 15 au 20 avril derniers, la Semaine du sociétariat a réuni les collaborateurs autour de nombreux événements destinés à mettre à l'honneur cet engagement, essentiel au rayonnement de la banque !

SEMAINE DU Sociétariat
Du 15 au 20 avril 2024

400 000
clients sociétaires

+ de 80 %
des collaborateurs possèdent des parts sociales

1 Devenir sociétaire

Le sociétaire peut être :

- toute personne physique (femme ou homme, jeune ou moins jeune, étudiant, actif ou retraité) ou morale (une entreprise par exemple) cliente de la Caisse d'Epargne Hauts de France ;
- salarié de la Caisse d'Epargne Hauts de France ;
- une collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI).

À la différence d'un client, qui est un utilisateur des services de la banque, un sociétaire est un coopérateur : à la fois utilisateur et propriétaire de sa banque.

2 Le rôle du sociétaire

Lors de l'assemblée générale annuelle de sa SLE, le sociétaire participe au fonctionnement de sa banque :

- il élit tous les six ans, suivant le principe coopératif "une personne = une voix", les administrateurs qui le représenteront au sein du conseil d'administration de sa SLE (cf. encadré ci-dessous) ;
- il prend connaissance du compte rendu de l'activité de sa SLE ;
- il approuve les comptes de sa SLE ;
- il valide la date de paiement des intérêts aux parts sociales ;
- il approuve les éventuelles modifications statutaires.

3 Le statut de sociétaire

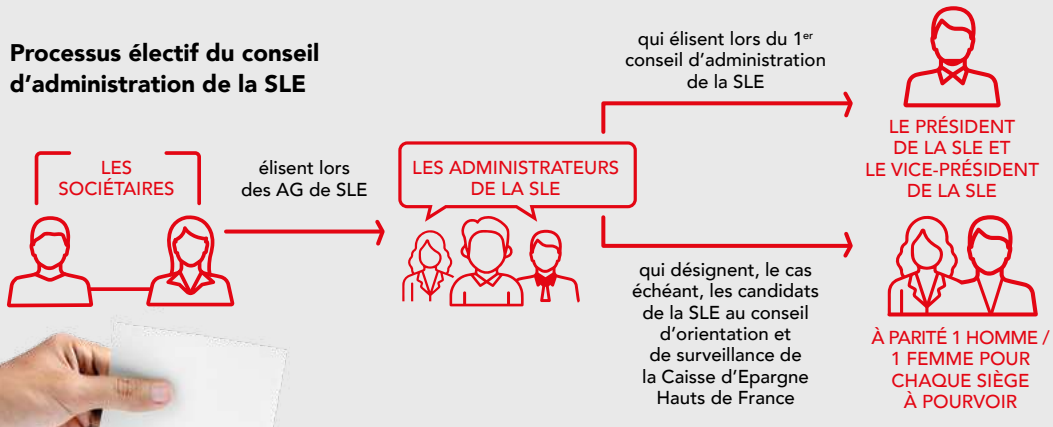
En tant que coopérateur, le sociétaire :

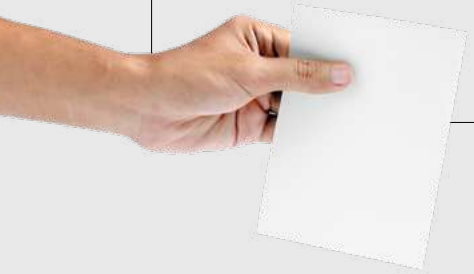
- bénéficie du versement d'un intérêt sur le capital détenu via les parts sociales ;
- a la possibilité de participer à des initiatives locales dédiées qui permettent de conseiller les sociétaires dans la conduite de leurs projets ;
- a l'accès à une information privilégiée via des supports spécifiques : site internet dédié, magazines d'information Utile(s)... ;
- a la possibilité d'adhérer au "Club des sociétaires" qui propose des offres promotionnelles (culture, sport, loisirs, restaurants, hôtellerie…). ●

DES ADMINISTRATEURS ÉLUS PAR LES SOCIÉTAIRES

Ce sont les sociétaires qui, via les Sociétés locales d'épargne (SLE), détiennent le capital social de la banque. Ils s'expriment lors des assemblées générales de SLE selon le principe "une personne, une voix". C'est à cette occasion qu'ils élisent leurs représentants : les administrateurs.

Processus électif du conseil d'administration de la SLE

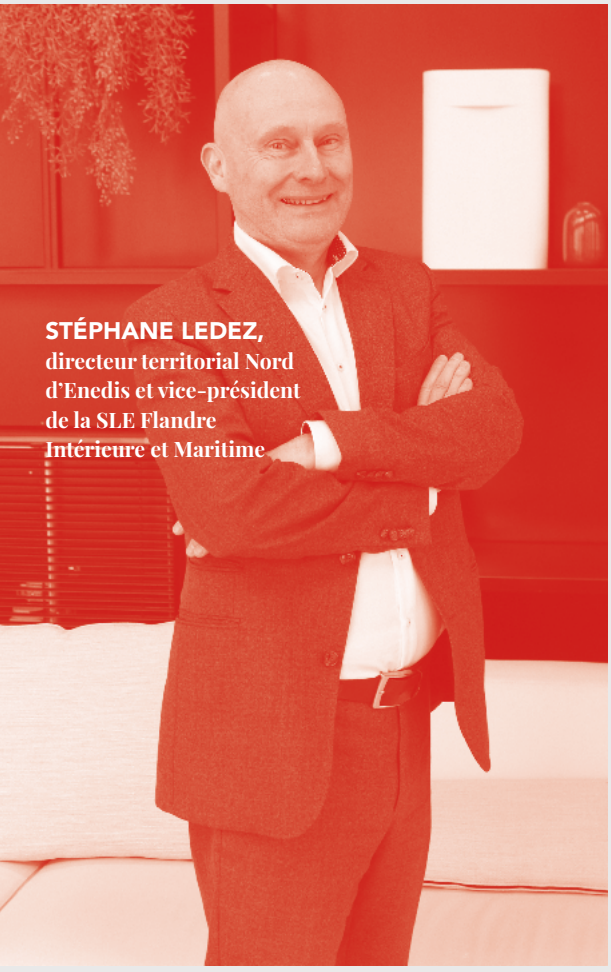




PORTRAIT CROISÉ

Construire une synergie coopérative pour accompagner le territoire

Stéphane Ledez, directeur territorial Nord d'Enedis et vice-président de la SLE Flandre Intérieure et Maritime, et Romain Dekeyser, responsable du département Innovation Client et Transition à la Caisse d'Epargne Hauts de France, se prêtent au jeu du portrait croisé pour présenter leur engagement local.



STÉPHANE LEDEZ,
directeur territorial Nord d'Enedis et vice-président de la SLE Flandre Intérieure et Maritime

Qui êtes-vous et quel est votre engagement au quotidien ?

Stéphane Ledez : J'habite en Flandre et, dans mon métier en tant que directeur territorial Nord d'Enedis, j'accompagne au quotidien les territoires dans leur développement, leur décarbonation et leur transition écologique. Mes engagements sociétaux ? La Fédération des dirigeants et cadres supérieurs de l'énergie (FNCS), le Rotary… et bien sûr la Caisse d'Epargne Hauts de France ! Je suis censeur au conseil d'orientation et de surveillance (COS), vice-président de la Société locale d'épargne (SLE) Flandre Intérieure et Maritime qui regroupe plus de 28 000 sociétaires et membre du conseil d'administration de la Fondation d'entreprise Caisse d'Epargne Hauts de France.

Romain Dekeyser : Je suis à la tête du nouveau département de la Caisse d'Epargne Hauts de France dédié à l'innovation client et à la transition. Nous accompagnons actuellement 150 entreprises innovantes des Hauts-de-France et la transition écologique de la Caisse d'Epargne Hauts de France (label B-Corp, empreinte environnementale…).

Pourquoi être devenu sociétaire ?

SL : Le principe de la banque coopérative m'a vite plu. Dès 2015, j'ai intégré un premier mandat à la SLE dont je dépendais. J'ai pu ensuite monter en compétences sur le monde bancaire, tout en découvrant les actions sociétales et l'accompagnement des projets locaux. Être sociétaire, c'est prendre le pouls permanent de la vie et de l'économie de notre territoire et incarner un engagement autour de vraies valeurs. C'est extrêmement précieux !

RD : Je suis d'accord. Guidé par mes convictions, je crois au modèle du sociétariat. En tant que salarié de la Caisse d'Epargne Hauts de France, il est aussi important de s'y investir. C'est avoir le droit à une voix supplémentaire dans le processus d'actions.

Comment envisagez-vous l'évolution de vos liens en tant que partenaires ?

SL : Le binôme sociétaires et professionnels de la Caisse d'Epargne Hauts de France est essentiel : nous partageons notre connaissance du territoire pour mieux identifier les belles initiatives à soutenir. J'aimerais même qu'on aille plus loin avec 100 % des salariés et des nouveaux clients sociétaires !

RD : C'est vrai. Une ambition partagée par tous serait une belle preuve d'adhésion et de croyance à ce modèle coopératif fort. Comme pour les projets RSE, il faut montrer que cette dynamique est positive et que ça vaut le coup d'intégrer le mouvement. Le lien est important, j'ai même déjà sollicité Stéphane Ledez sur des sujets de transition environnementale.

SL : … et inversement. Nos expériences complémentaires et nos convictions communes aident à mieux servir le territoire.

Quels sont les projets déjà déployés sur le territoire ?

SL : La dynamique projets-événements incarne notre action. En plus d'un travail d'acculturation, nous participons à des évènements : les Cafés Sociétaires, la Semaine de la Solidarité… Nous accompagnons la Caisse sur des projets concrets en lien avec la transformation écologique. La Caisse d'Epargne Hauts de France soutient des sportifs de la région comme l'athlète paralympique Antoine Pérel. Sur le terrain, la SLE est la cheville ouvrière de la Fondation pour sélectionner et accompagner de belles initiatives comme la ferme Sénéchal à Vieille-Chapelle pour les jeunes autistes, ou les activités inclusives de l'EHPAD Françoise de Luxembourg à Armentières… C'est du territoire, du quotidien !

RD : En plus, nous envisageons de créer une communauté exclusive et prioritaire de sociétaires prêts à tester de nouvelles offres et nous accompagner dans les décisions…

Et demain ?

SL : Nous pouvons être fiers de notre modèle coopératif et de son impact sur le territoire, mais nous pouvons encore mieux en parler. Quand la Caisse dit qu'elle est plus qu'une banque, ce n'est pas qu'un slogan. Nous sommes plus solidaires, plus "green", plus sport… Il faut le faire savoir !

RD : Communiquer et faire que chaque acteur puisse se sentir à l'aise avec l'idée d'incarner le contrat d'utilité de la Caisse, tel que la transition environnementale. C'est ça l'ambition du sociétariat ! Peu importe le nombre de parts détenues, le sociétariat est accessible à tous. Il faut faire vivre ce modèle le plus longtemps possible sur le territoire. ●

ROMAIN DEKEYSER,
responsable du département Innovation Client et Transition à la Caisse d'Epargne Hauts de France

UN COLLABORATEUR, UN MÉTIER

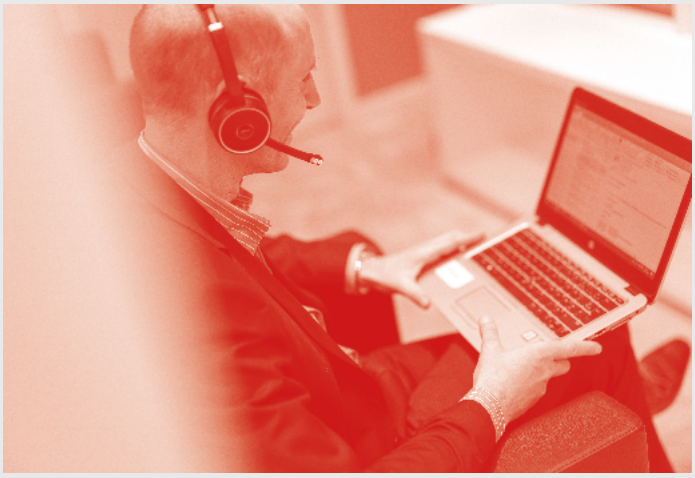
Stéphane Szalata, “une relation privilégiée et unique avec le client”

Accompagner les dirigeants d’entreprise et les clients fortunés dans la gestion de leur patrimoine professionnel et privé, telle est la mission de Stéphane Szalata, banquier privé au centre d’affaires de Beauvais.

Stéphane Szalata n’est pas un banquier comme les autres. Avec un portefeuille de plus de 100 millions d’euros, il fait partie des dix banquiers privés de la Caisse d’Epargne Hauts de France. Il accompagne quelques particuliers en gestion de fortune, et surtout des dirigeants d’entreprises au chiffre d’affaires de plus d’un million d’euros ou au fort potentiel de développement. *« Ces clients ont des besoins et des projets spécifiques à la hauteur de leur impact économique sur le territoire. Le propre de la banque privée est d’être capable de leur apporter une offre multimarchés personnalisée et adaptée. Nous structurons leurs financements et*

LA BANQUE PRIVÉE, BIEN PLUS QU’UNE BANQUE, UN PARTENAIRE

La Banque Privée Caisse d’Epargne Hauts de France accompagne dirigeants d’entreprise et patrimoniaux dans la gestion de leurs actifs professionnels et privés. Avec l’appui des équipes d’ingénierie (financière, patrimoniale, crédit, investissement), elle propose un accompagnement global et sur mesure fondé sur l’identification et la compréhension des besoins. Au plus proche de leurs clients et des équipes corporate, les dix banquiers privés sont intégrés dans les centres d’affaires entreprises répartis sur l’ensemble du territoire pour une parfaite appréhension de leurs besoins et une grande réactivité. Cette stratégie s’inscrit dans notre contrat d’utilité, 100 % utile au développement économique, social et environnemental de la région des Hauts-de-France.



leur donnons accès à des investissements uniques pour les accompagner sur la durée en sécurisation et en développement de leur patrimoine », explique Stéphane Szalata, qui intervient principalement au sud de l'Oise et au nord de Paris.

Être partenaire dans le patrimoine de l'entreprise

La force de la banque privée à la Caisse d'Epargne Hauts de France est de proposer une approche globale des patrimoines tant professionnels que personnels. « *Le premier patrimoine de nos clients, c'est leur entreprise* », confie Stéphane Szalata. « *C'est pourquoi nous les accompagnons dans toutes leurs problématiques, nous participons aux réflexions stratégiques à chaque étape de la vie de leur entreprise et anticipons les besoins : transmission, développement, croissance, fusion…* » Dans un engagement sur le long terme, la banque privée construit une stratégie patrimoniale sur mesure. « *Ce qui est intéressant dans le métier de banquier privé, c'est l'enrichissement humain. Les clients ont des projets passionnants à forte valeur ajoutée. Nous nous engageons avec eux et sortons de la classique relation banquier/client. Nous sommes des partenaires, le banquier de famille.* »

Un métier d'expertises

Et d'ajouter : « *en banque privée, les clients attendent de nous de la discrétion, de la réactivité, de la disponibilité et surtout de l'expertise* ». Lui-même présente, en plus d'un solide bagage universitaire en gestion de patrimoine et d'entreprise, un parcours multimétiers au sein de la Caisse d'Epargne comme conseiller particuliers, professionnels puis en gestion privée. « *Nous travaillons avec des clients avertis et fortement sollicités. Il est nécessaire d'avoir une vision globale et un réseau d'affaires, mais aussi de faire preuve de compétences pointues sur l'environnement économique, la gestion du patrimoine, la fiscalité, le juridique… Notre différence, c'est notre expertise et notre connaissance du terrain.* »

Un travail de synergie

Pour cela, Stéphane Szalata collabore étroitement avec les conseillers en banque privée (CBP) et s'appuie sur une équipe d'experts capables d'apporter les solutions les plus adaptées. « *Rien ne serait possible seul. Le travail de banquier privé est un travail de synergie* », précise-t-il. « *Ce qui est intéressant dans mon métier, c'est que nous avons une vision multidisciplinaire. J'ai la chance de pouvoir travailler avec tous les services en interne et même au-delà, avec les filiales du groupe et les partenaires du territoire. Nous représentons aussi la Caisse d'Epargne et ses valeurs.* » Quant à sa plus belle réussite ? « *J'aime faire de l'ingénierie financière et patrimoniale et donner à nos clients les leviers de développement pour valoriser et optimiser leur patrimoine global. Le tout dans un souci de satisfaction clients, sujet qui m'anime au quotidien et fait mes plus belles histoires !* » ●

EN COULISSES

CHRISTOPHE DANJOU,
responsable transition environnementale et sociétale

B-Corp : un engagement de tous les jours

Mettre la performance au service de l'intérêt général est une priorité pour la Caisse d'Epargne Hauts de France, pour ne pas dire un fondement même de sa stratégie. Dix-huit mois après avoir été certifiée B-Corp, label très exigeant qui reconnaît l'impact positif de l'entreprise sur la société et l'environnement, elle œuvre déjà à sa recertification. Un engagement quotidien !

La Caisse d'Epargne Hauts de France est la deuxième banque française à avoir reçu le label B-Corp. Cette certification internationale, très convoitée, salue et évalue l'engagement des entreprises en faveur de la société et de l'environnement. Sa particularité ? Une vision à 360°. B-Corp étudie l'ensemble des champs d'action des entreprises. Gouvernance, collectivité, environnement, clients et collaborateurs… Elles doivent générer des impacts positifs dans tous ces domaines ! « *Minimiser son empreinte carbone est loin d'être suffisant. Le label B-Corp étudie scrupuleusement la politique interne, les produits proposés par l'entreprise, l'impact de son activité dans la collectivité, ou encore le bien-être des collaborateurs* », explique Christophe Danjou, responsable transition environnementale et sociétale.

Une démarche de progression permanente

Alors que la certification obtenue en octobre 2022 est valable trois ans, la Caisse d'Epargne Hauts de France œuvre déjà à sa recertification. « *D'une part, parce qu'elle s'anticipe - nous devons rendre le questionnaire de 200 questions six mois avant (en avril 2025) et apporter des preuves de progression - mais surtout parce que cet engagement fort se vit tous les jours dans l'entreprise* », s'enthousiasme Christophe Danjou. « *Quand nous signons la Charte d'Engagement LGBT+ avec l'association L'Autre Cercle, quand nous accordons 100 millions d'euros de crédit aux collectivités locales pour s'impliquer dans la rénovation des équipements sportifs de la région, quand nous accompagnons le logement social, nous ne le faisons pas pour B-Corp, nous le faisons car ces actions incarnent pleinement nos valeurs. B-Corp est un mouvement qui dessine un nouveau chemin pour le monde de l'entreprise. La certification permet de nous questionner, d'amener une réflexion globale sur nos actes et de mesurer leur impact.* » ●

CALENDRIER DE LA RECERTIFICATION B-CORP

- **2024**
  Exercice à blanc et récolte des données
- **Avril 2025**
  Remise du questionnaire
- **Octobre 2025**
  Réponse du label B-Corp

Entreprise

Certifiée

La Caisse d'Epargne Hauts de France
respecte des normes sociales
et environnementales élevées.

CAISSE D'EPARGNE
HAUTS DE FRANCE

Fiers d'être B Corp

La Caisse d'Epargne Hauts de France est certifiée B Corp ("Benefit Corporation").

Ce label exigeant récompense notre action et son impact positif en matière environnementale et sociétale. Il atteste de notre volonté de participer à la transformation de notre territoire.

Pour en savoir plus,
flashez ce QR code.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 Euros - Siège social 612 rue de la Chaude Rivière 59800 Lille - 383 000 692 RCS Lille Métropole - Crédits photo : Samuel Dhote - Novembre 2022

Pour faire briller notre région, la Caisse d'Epargne Hauts de France est Parrain Officiel du Relais de la Flamme Olympique de Paris 2024.

La Caisse d'Epargne Hauts de France vous donne rendez-vous tout au long du parcours de la Flamme Olympique de Paris 2024 et chaque jour dans les villes étapes.

RELAIS DE LA FLAMME OLYMPIQUE
PARIS 2024

PARRAIN OFFICIEL

CAISSE D'EPARGNE
HAUTS DE FRANCE

Communication à caractère publicitaire.

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier – Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance. Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social : 612 rue de la Chaude Rivière 59800 LILLE - 383 000 692 RCS Lille Métropole Code NAF 6419 Z - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - N° TVA intracommunautaire FR34383000692 - Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille garantie financière : CEGC, 59 avenue Pierre Mendès France, 75013 PARIS. - Crédit : ALTMANN + PARTNER - Crédit photo : Vincent Lobelle.